

L'ITINÉRAIRE 28

Rien dans les mains, rien dans les poches, mais un journal dans la tête

**Dossier:
JEUNESSE**

**Un avenir
incertain**

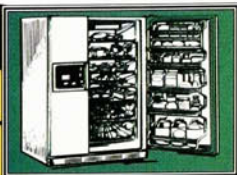
**Entrevue:
Juge Andrée Ruffo**



L'itinéraire a besoin de

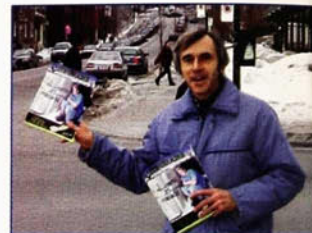
Urgent

- **frigo commercial**
 - **ordinateurs :**
(Mac LC3, PowerMac ou Compatible IBM Pentium 200 et plus)
 - **imprimante laser**
 - **télécopieur**
 - **magnétophones portatifs**
 - **caisse enregistreuse**
 - **bibliothèque**
 - **meubles d'ordinateur**
- Si vous avez des appareils qui fonctionnent encore, s'il vous plaît, contactez-nous au (514) 597-0238



L'itinéraire est produit et vendu en majeure partie par des personnes itinérantes, ex-itinérantes, sans emploi,

alcooliques ou toxicomanes, dans le but de leur venir en aide et de permettre leur réinsertion sur le marché du travail. Pour chaque numéro vendu 2 dollars, 1 dollar revient directement au camelot. Les profits de L'itinéraire servent à financer les coûts de production du journal, les projets de réinsertion sociale, le Café sur la rue, et L'Espace Internet.



La direction de L'itinéraire tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs dans la rue. Si ces derniers vous proposent tout autre produit que le journal, ou demandent des dons, ils le font à titre personnel. Si vous avez des commentaires sur les propos tenus ou le comportement des vendeurs, communiquez sans hésiter avec le responsable de la distribution.

Gabriel Bissonnette au (514) 597-0238, poste 32

Info pour VENDRE L'ITINÉRAIRE...

CAFÉ SUR LA RUE, AU 1104, RUE ONTARIO EST
(ANGLE AMHERST)



Des gens de la rue ou de milieu modeste se côtoient au **Café sur la rue** dans une ambiance agréable. De bons petits repas sont servis par des personnes en réinsertion sur le marché de l'emploi pour la modique somme de 4,50\$. Un cuisinier leur apprend à travailler et à gérer une cuisine. Les personnes à faible revenu peuvent se procurer une carte de membre au coût de 5\$ et obtenir un repas à 2,25\$, pour une période d'un an.

Attention aux fraudeurs!

L'itinéraire tient à prévenir la population que des imposteurs sollicitent des dons sans son consentement. Que ce soit par sollicitation téléphonique ou de porte à porte, personne n'est autorisé à solliciter des dons monétaires ou matériels pour L'itinéraire. Nous invitons les personnes sollicitées à communiquer immédiatement avec la police pour mettre fin à cette sollicitation frauduleuse. Pour aider L'itinéraire, les gens sont invités à se procurer notre revue auprès de nos camelots dûment identifiés. Vous trouverez des camelots sur toutes les grandes artères de la ville ainsi que dans plusieurs stations de métro. Les dons sont les bienvenus mais ils doivent être directement adressés à nos locaux du 1907 rue Amherst, Montréal H2L 3L7. Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec nous au (514) 597-0238: Chantal St-Onge, conseillère en publicité, poste 27 ou Ariane Pelletier, responsable de l'administration, poste 28, arianepelletier@videotron.ca

Sollicitation téléphonique d'abonnement

Le Groupe La Relance procède à une campagne de sollicitation téléphonique d'abonnement au Journal L'itinéraire à l'extérieur des villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke. Seul le **Groupe La Relance** est autorisé par le Groupe communautaire L'itinéraire à solliciter des abonnements par téléphone.

Personne n'est autorisé à solliciter des dons monétaires ou matériels en faveur de L'itinéraire. Nous invitons les personnes sollicitées à des fins autres que les abonnements ci-haut mention-

nés, en personne ou par téléphone, à communiquer immédiatement avec la police pour mettre fin à cette sollicitation frauduleuse.

Les dons sont les bienvenus mais ils doivent être directement adressés à nos locaux du 1907, rue Amherst, Montréal H2L 3L7. Pour plus d'information, communiquez avec : Ariane Pelletier, responsable de l'administration, (514) 597-0238, poste 28, arianepelletier@videotron.ca



1907, rue Amherst, Montréal
(Québec) H2L 3L7
Tél.: (514) 597-0238
Fax: (514) 597-1544

Courriel: itineraire@videotron.ca
Site internet: <http://itineraire.educ.infinet.net>

Le journal L'itinéraire a été fondé en 1992 par Pierrette Desrosiers, Denise English, François Thivierge et Michèle Wilson.

À cette époque, il était destiné aux gens en difficulté et offert gratuitement dans les services d'aide et maisons de chambres. Depuis mai 1994, il est vendu régulièrement dans la rue. Plus de la moitié de cette publication est rédigée par des personnes ayant connu l'itinérance. Les articles écrits par des journalistes pigistes professionnels portent la mention «collaboration spéciale».

Le Groupe communautaire L'itinéraire est un organisme à but non lucratif fondé en 1989 pour aider les itinérants. Le conseil d'administration est composé en majorité de personnes ayant connu l'itinérance, l'alcoolisme ou la toxicomanie.



Conseil d'administration du Groupe communautaire L'itinéraire:

Président: Mario Lanthier
Vice-président: Jean-Marie Tison
Secrétaire: Réjean Mathieu
Trésorier: Jean-Paul Baril
Conseillers: Lise Samuel, Josée Boisvert, Eric Cimon, Robert Dion
Comité de direction: Denise English, Ariane Pelletier, Jean-Pierre Lacroix, Sébastien Langlais, Gabriel Bissonnette

Équipe de production du journal:

Rédacteur en chef: Jean-Pierre Lacroix
Adjointe à la rédaction: Nancy Roussy

Collaborateurs: Patrice McDonald, Luc Denis, Élyse Frenette, Pierre Hamel, Audrey Côté, Pierre Demers, Gina Mazerolle, Michel Boyer, Robert Dion, Maxime, Léo Paul Lauzon, Jean-Marie Tison, Nathalie Corriveau, Robert Beaupré, Sylvio Hébert, Marcel Jr., Pierrette Jeanneault.

Infographiste: Jocelyne Sénécal

Révision: Marie-Thérèse Déry, Jean-Paul Baril, Micheline Bonnoyer, Guy Crevier, André Martin, Mariette Ethier-Morand.

Mots croisés: Gaston Pipon

Imprimeur: Quebecor World Lebonfon

Tirage: 18 000 exemplaires vendus par des itinérants et des sans-emploi dans les rues de Montréal.

Administration du groupe:

- **Secteur administration**
Responsable: Ariane Pelletier
Adjointe administrative: Sylvie Boos
Publicité: Chantal St-Onge
- **Secteur Café sur la rue**
Responsable: Denise English
- **Secteur distribution**
Responsable: Gabriel Bissonnette
Adjointe: Geneviève Denis
- **Secteur Internet**
Responsable: Sébastien Langlais
- **Secteur journal:**
Responsable: Jean-Pierre Lacroix
Adjointe: Nancy Roussy

L'itinéraire est membre de:

NASNA - Association nord-américaine des journaux de rue



Le réseau international des journaux de rue



Son tirage est certifié par



L'itinéraire est entièrement recyclable

Sommaire

Chroniques

Éditorial 05

Billet 06

Mots des camelots 30

Prof Lauzon 32

Mots croisés 34

Dossier: Jeunesse

08 Entrevue avec la juge Andrée Ruffo

Arrêtons de pleurer sur le sort des enfants et agissons!

10 Mieux vaut prévenir que guérir

11 Le club des petits déjeuners du Québec

12 Une ferme de réinsertion dans l'île de Montréal

14 Programme OLO

15 Des parents en otages

17 Les jeunes et l'Internet

18 Un enfant, un espoir

20 Lâchez surtout pas!

21 L'adoption à travers les siècles

22 Propos de flos

23 Coffre à jouets

04 Adieu, Monsieur Le Professeur!

24 Le 300^e anniversaire de la Grande Paix de Montréal: Autochtones et non autochtones sont-ils quittes pour autant?

26 Quand l'art change le monde

27 Le Silo est vide

29 Jean-Pierre Lizotte: Le procès piétine

Actualité

**Vous désirez vous faire connaître?
Augmenter votre clientèle?
Décrire vos services?
Annoncer vos événements?**

**Ciblez votre clientèle par le biais de L'itinéraire.
Un succès garanti!**

**Contactez-moi au
(514) 597-0238, poste 27
Chantal St-Onge**

Adieu, Monsieur Le Professeur!

Jean-Marie TISON

Au *Théâtre du Nouveau Monde* se tenait tout récemment une soirée à la mémoire de Jacques Larue-Langlois décédé subitement le 18 juin dernier. Parents, amis et collègues de travail étaient invités à partager simplement ensemble les souvenirs que tous et toutes conservaient du disparu. Deux collaborateurs de *L'itinéraire* se sont rendus sur les lieux pour offrir leurs condoléances à la famille mais aussi pour témoigner de leur gratitude et de leur amitié envers celui qui n'a jamais cessé de les encourager à écrire.

À l'époque, en 1995-96, *L'itinéraire* apprenait péniblement à marcher et tentait, par l'entremise du journal, de se frayer un chemin jusqu'au cœur des lecteurs. Jacques Larue-Langlois, enthousiasmé par une telle initiative, nous avait spontanément (et bénévolement) offert ses services et sa science. Quelques-uns savaient déjà qu'il enseignait à l'UQAM, d'autres appréciaient régulièrement sa plume mais bien peu parmi nous avions une idée précise de la mesure de son engagement social et humain.

Son engagement envers nous s'inscrivait dans un parcours dicté par des convictions profondes et ne relevait nullement d'une quelconque intention enrobée de charité. L'homme s'adressait à nous comme à des pairs et le contenu des cours d'écriture journalistique qu'il nous a donnés une fois par semaine durant un an, correspondait à un véritable enseignement de niveau universitaire.

Je me rappelle cette première journée. Cela se passait à l'UQAM. Nous étions une demi-douzaine. Enthousiastes et méfiants à la fois, nous attendions anxieusement l'arrivée du «prof»! Nous avions tous pris place bien au fond de la «classe», enfermés plus ou moins consciemment dans cette attitude «scolaire» qui nous avait si mal servis autrefois. Après nous être présentés cordialement, il y eut un moment de silence pendant lequel il évalua, sans doute, la distance qui nous séparait de lui. Puis, sans se départir de son sourire, il ajouta poliment mais fermement quelque chose du genre: «Si vous restez là-bas, on va devoir crier pour se comprendre. On a le choix: apprendre à crier ou à écrire! Moi je peux vous donner l'assurance qu'un article bien écrit a plus de chance de se faire entendre que le plus puissant des cris!» Spontanément, nous nous sommes tous rapprochés et le cour a commencé.

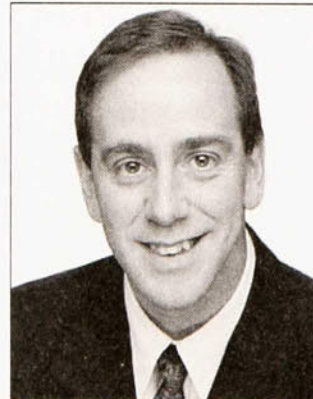
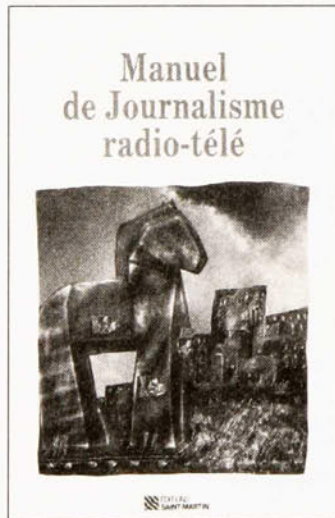
Au début, le déroulement des cours avaient bien peu à voir avec un enseignement magistral et exigeait de notre professeur des compétences pédagogiques particulières. Non parce que nous étions des cancre mais plutôt parce que nous parvenions encore difficilement à nous départir de la douloureuse conviction d'en avoir assez appris de la vie. Jacques voyait tout cela et c'est sans doute pour cette raison qu'il n'a jamais perdu son sang-froid.

Apprendre à écrire signifiait aussi apprendre à lire. À lire entre les lignes, à décortiquer l'information. À séparer l'utile du superflu. Plus particulièrement, il nous encourageait à développer notre propre regard et à discerner les enjeux qui se profilent derrière l'apparente banalité des faits. Il forçait notre questionnement en insistant surtout sur l'importance de l'articuler. Mais, par dessus tout, l'enthousiasme communicatif qui l'animait et qui ne l'a jamais quitté, forçait le respect. Jamais il ne ratait l'occasion de ponctuer son cours d'anecdotes contemporaines savoureuses destinées à approfondir notre compréhension d'un sujet. En plus de renforcer notre goût

de l'écriture, il nous faisait comprendre toute l'importance de l'application et la rigueur que cela exige. Le goût du travail bien fait doit être compatible avec la joie qu'il devrait procurer.

Si Gabriel Bissonnette, Cylvie Gingras, Alain Demers, Alain «Alcatraz» Coulombe et moi-même signons des textes depuis cette époque et des articles dans le journal que vous tenez entre les mains, c'est en bonne partie grâce à lui. Merci Jacques!

tison2000@hotmail.com 



Réal Ménard, Député
Hochelaga-Maisonneuve

4036, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H1W 1T2

Tél.: (514) 283-2655
Fax: (514) 283-6485

Les jeunes: un investissement

*«Que notre regard
sur nos enfants
nous amène à retrouver
un regard lucide
sur nous-même.»*

-Anick de Souzaelle-

Jean-Pierre LACROIX
Rédacteur en chef



Il ne s'agit pas de tomber dans le piège de la nostalgie, de l'inconscience morale ou de la malhonnêteté intellectuelle, et de vanter les mérites du passé. Il ne faut surtout pas faire croire que c'était mieux avant. Aujourd'hui, de nouveaux problèmes se posent, et cela va de soi, de nouvelles solutions s'imposent.

Autrefois, les relations sociales étaient plutôt verticales: en haut, les dominants, les riches, les bourgeois; En bas, le peuple, les ouvriers, les pauvres. Maintenant, nous vivons plutôt une relation horizontale. Notre société de consommation a effacé la plupart des différences, sauf une, essentielle. On est dedans ou dehors. Nous en faisons partie ou nous en sommes exclus.

Ceux qui sont dedans, dans cette course au succès, à la carrière, à la compétition, à l'argent, ont-ils vraiment l'énergie pour s'occuper avec sérénité des enfants, de leur consacrer du temps pour jouer avec eux, de les écouter, de les regarder rire, d'être paisibles et heureux, et de vivre avec eux ?

Beaucoup de parents ne savent plus transmettre ce sentiment rassurant, faute de temps, de patience, ou simplement peut-être, faute d'avoir eux-mêmes des convictions, des valeurs. Parce que les enfants, eux, demandent une vraie présence, une vraie disponibilité.

Les stéréotypes culturels sont un facteur aggravant. Ne sachant pas toujours comment exprimer leur déception de ne pas avoir un bébé aussi joli, gentil et souriant qu'exhibent les publicités télévisées, certains parents expriment leur désarroi par l'agressivité. De nombreux enfants seront blessés pendant longtemps, jusque dans leur vie adulte.

Les enfants sont les premières victimes du mode de vie actuel, de la désorganisation de la famille. On estime que la moitié des problèmes provient de la multiplication des divorces. Malheureusement, les gens deviennent plus préoccupés par leurs problèmes personnels, que par ceux de leurs enfants, qui deviennent à la fois témoins et otages. Victimes, les enfants se sentent responsables, voire coupables.

Chez les exclus, les chômeurs, les sans-emploi et les démunis, les enfants ont une vision peu claire du travail, surtout si les

adultes du foyer sont en chômage prolongé ou prestataires de l'aide sociale. Le danger les guette déjà. Ce danger s'appelle: défi, déni, délit.

L'existence de ces jeunes repose sur le vide. Les foyers disloqués, en mauvaise posture économique, ne transmettent rien à leurs enfants: ni valeur, ni histoire, ni mémoire. Pas de passé, pas de présent... pas de futur surtout. Le déni de leur être, de leur existence, les conduit à défier cette société d'où ils sont exclus, où ils n'ont aucune place. Par des délits, des actes de délinquance.

Il n'y a pas la violence à l'école d'un côté et de l'autre la violence dans la rue. Il y a de violence tout court. Violence urbaine surtout, se manifeste en tout lieu et à tout moment. Violence dont la toxicomanie est à la fois le moteur et l'amplificateur. Violence que les jeunes dirigent bien souvent, hélas!, contre eux-mêmes.

On parle trop de sanctions et de punitions. Ne serait-il pas plus profitable d'explorer le volet médiation et réparation? Pourquoi ne pas imposer un «travail» en lien direct avec la faute? Celui qui aurait dessiné des graffitis ou cassé des vitres, serait contraint de repeindre les murs et de remplacer les carreaux. Celui qui aurait attaqué physiquement un passant devrait se présenter à la clinique et refaire les pansements avec l'infirmière. Celui qui a dévalisé une personne âgée serait obligé de l'accompagner faire ses courses ou l'aider à faire son ménage pendant quelque mois.

Le contact quotidien avec la victime et la prise de conscience de tout ce qu'il a causé, ferait peut-être naître un vrai regret, un vrai remord. Très peu de jeunes sont foncièrement mauvais, donc irrécupérables. Et ce n'est pas l'ajout de 1000 policiers qui s'impose, mais un déploiement d'éducateurs. Naturellement, il faut mettre des moyens en œuvre, réalisables à peu de frais.

Les jeunes d'aujourd'hui sont les adultes de demain. Dans une dizaine d'années ils dirigeront, décideront, commanderont et organiseront la société. Oui, tous, même les *dealers*, les toxicomanes, les voleurs, les receleurs, les prostitués, etc. Les jeunes sont un investissement. C'est non seulement notre intérêt, mais notre devoir de nous battre pour eux. Il faut seulement vouloir.

L'ENFANT-DIEU

Jean-Marie TISON

11 heures moins le quart. C'est dimanche. Le soleil brille. C'est l'été. Un petit bonhomme de huit ans, tout endimanché, tue le temps, seul sur le perron. En fait, c'est des fourmis qu'il tue, mais ça revient au même! Il déteste le dimanche. Toutes les fourmis qui s'aventurent sur le perron en essayant de rejoindre le talus gazonné sont impitoyablement écrasées sous les «beaux» souliers orthopédiques «qui-coûtent-cher-prends-en-soin» qu'il chausse uniquement ce jour-là. On dirait des bottines. Il les déteste mais elles sont parfaites pour l'usage qu'il en fait... CLAC! De toute façon, il n'y a rien d'autre à faire. En vérité, la crainte de se salir suffit à éteindre en lui tout désir de s'amuser. Voilà pourquoi il reste seul sur le perron plutôt que d'aller rejoindre les autres enfants dans le parc en face, de l'autre côté de la rue... CLAC!

Il est tellement mignon dans son petit complet. C'est du moins ce que sa mère lui a dit en souriant. Il aime voir sa mère sourire. Du reste, il aime sa mère mais il est surtout miné par la crainte de la mettre en colère. Ses colères sont terribles. Voilà pourquoi aucun enfant du voisinage ne vient jamais jouer chez lui... Tant pis! Il décide de les ignorer. CLAC!

Il aime le claquement des semelles neuves et cloutées sur le perron de ciment. S'il est confiné sur le perron et bien les fourmis le seront aussi. Il est gardien du perron! CLAC! Tout absorbé par sa tâche, l'enfant ne sourit pas mais n'est pas triste pour autant. À l'aide d'un brin d'herbe, le voici qui déplace avec précaution une petite crêpe de bouilli de fourmi afin de la déposer au sommet d'un monticule patiemment constitué des cadavres de ses congénères. Depuis deux heures déjà, les petits tas de fourmis *écrapouties* se succèdent en rangs bien alignés sur le perron. Sur SON perron...

Dans la maison, le père, en chemise blanche et rasé de près, s'est abrité, comme d'habitude, derrière un journal, confortablement calé dans le *lazy-boy* qui trône au salon. La mère encore en *jaquette* bien que maquillée, ne cesse de courir à gauche et à droite en écumant. La cuisine résonne des ordres qu'elle hurle à tout vent. En l'entendant à travers la porte moustiquaire, le garçon sursaute imperceptiblement et tend l'oreille un instant jusqu'à ce que le rire des enfants dans le parc l'arrache à ses pensées. CLAC! CLAC! CLAC!

Tous les dimanches, c'est la même histoire, le même branle-bas de combat, la même urgence. La même terreur aussi. Le rendez-vous familial hebdomadaire à l'église avec le Dieu terrible de

la mère mobilise toute l'énergie de cette dernière. Cette dévotion à Dieu n'a d'égale, sans doute, que la crainte qu'IL lui inspire. Rien ne revêt plus d'importance aux yeux de la mère que le devoir de «bien élever» ses enfants. Mais le dimanche matin, pressée par le temps et tiraillée entre son Dieu et ses enfants, l'élevage cède souvent le pas au dressage: rien ne justifie que l'on manque de respect à Dieu. Le respect à Dieu, ça veut dire être présentable et surtout ponctuel à la messe de 11 heures!

Le jour du Seigneur est sacré et tout doit être parfait. La perfection a cependant ses exigences et son devoir de mère se résume à cela: veiller à ce que tout soit parfait. Pour l'instant, son plus grand souci porte sur les préparatifs du dîner au retour de la messe: mettre la table, disposer la coutellerie d'argent, peler les légumes, assortir les hors-d'oeuvre, mettre le rôti au four et verser le mélange à gâteau dans le moule tout en essayant de démêler les cheveux ébouriffés de sa petite fille de 6 ans. Cette dernière, sérieuse et pâle comme un cierge dans sa robe rose, tente tant bien que mal de ramener sa tête bien droite à chaque coup de brosse appliqué par la mère dans ses longs cheveux fins.

C'est toujours lui, le petit bonhomme, que sa mère pomponne en premier lieu. Aussitôt le dernier bouton de manchette ajusté, il fuit à toute allure en sécurité: dehors. Non sans être poursuivi par cette terrible mise en garde: «Salis-toi pas sinon tu vas avoir affaire à moi!» Elle-même ne s'accorde aucun répit, pensant d'abord à ses rejets et à elle ensuite. *L'esprit de sacrifice*, répète-t-elle souvent. Ses attentes étaient immenses, ils n'étaient que des enfants et même *l'esprit de sacrifice* d'une mère avait son prix. La tension devenait palpable, surtout le dimanche matin, sans doute à cause de la proximité de ce Dieu qui les attendait tous, là-bas, pour la messe de 11 heures...

Et puis, l'eau bouillante dans laquelle mijotaient les patates, débordait sur le rond de poêle, ou alors son mari oubliait de s'acquiescer d'une tâche importante, ou encore tout simplement le téléphone se mettait à sonner... Nul ne sait ce qui déclenche la crise ce matin-là. Mais, comme d'habitude et instinctivement, sa petite soeur tente d'échapper aux mains de sa mère qui la ramène promptement à elle. La fillette se met à pleurer et la mère lui crie de se taire, ce qui, bien entendu, accroît davantage sa terreur et ses pleurs. À ce stade, la mère, excédée, finit par lui donner une fessée carabinée et l'envoie brutalement rouler dans sa chambre tandis que le père court essayer de trouver quelque chose d'utile à faire à la cuisine. Tout ce temps-là, la mère n'a de cesse de hurler

et de déverser des flots d'amertume en implorant son Dieu, lui demandant pourquoi IL l'accable ainsi d'épreuves...

Accroupi sur le perron, le garçon entend tout. L'hécatombe des fourmis s'est d'ailleurs accélérée à mesure que le ton monte dans la maison. CLAC! CLAC! Le massacre bat son plein mais une sourde angoisse l'étreint et les petits tas de fourmis mortes ne suffisent plus à calmer son agitation. Imaginatif, il décide alors d'élaborer un peu plus les raffinements précédant la mise à mort des bestioles à sa merci. Du coup, il en saisit quelques-unes et leur arrache les pattes du côté droit ou du côté gauche, puis les remet doucement sur le sol. Le spectacle des fourmis ainsi mutilées et affolées qui courent en tournant sur elles-mêmes le remplit d'une joie indicible. Déjà, il respire mieux.

Dans la cuisine, les propos s'enveniment entre le père et la mère. Dieu, qui les attend dans une église à deux kilomètres de là, ne doit souffrir aucun retard et le temps, fidèle à lui-même, passe...

L'enfer s'installe. Les cris fusant de l'intérieur s'harmonisent étrangement avec les rires aigus et les hurlements de joie qui s'élèvent au-dessus du parc où se déploie l'univers des enfants. Cette étrange musique envahit maintenant le garçon de toutes parts et semble s'accorder à la détresse des cohortes de fourmis décapitées, amputées, sans troncs ni antennes. Elles se tortillent, se tordent ou tentent désespérément, avec toute la détermination propre à leur espèce, d'échapper au fléau incompréhensible qui déferle sur elles. CLAC! CLAC! CLAC! Enivré de sa propre férocité mais étonné du bien-être qui l'envahit, l'enfant s'investit soudain d'un incommensurable pouvoir. Il n'est plus le gardien du perron. Non! Il est le Dieu des fourmis!

Soudain, réveillée par les hurlements maintenant entrecoupés de sanglots de la mère, (sans doute se croyait-elle la cause du désarroi de celle-ci) la fillette, qui s'était alors tue, toujours confinée à sa chambre, se remet à pleurer. Interrompue dans la verve grandiloquente de son monologue avec Dieu et le soliloque acidulé qu'elle déverse sur son mari plus ennuyé que contrit, la mère reste un instant sans voix. Puis, à court d'argument mais désormais au paroxysme de sa colère, elle tourne le dos à son mari et se dirige résolument, en martelant le carrelage verni, vers la chambre d'où s'échappent les pleurs...

Dehors, au même instant, le garçon examine avec ravissement les efforts déployés par une minuscule éclopée qui se meut péniblement vers le rebord gazonné. Elle est ralentie dans sa progression par le boulet de son abdomen qui, retenu par une visière encore humide, rampe misérablement un centimètre derrière elle. Savourant d'avance le sort qu'il lui réserve, l'enfant multiplie les obstacles entre sa victime et l'espace qui lui assurerait la liberté...

La porte de la chambre s'ouvre brutalement et la mère, s'arrêtant un moment sur le seuil, jette sur sa fille un regard lourd de colère et d'exaspération. La fillette sursaute et cesse un instant de

pleurer. Mais, effrayée sans doute par la dureté du regard de sa mère, (car on n'a jamais su si c'était l'espoir d'attendrir le coeur de celle-ci ou la conscience anticipée du sort qu'elle lui réservait qui motivait sa réaction) elle se remet à chialer avec conviction. Après l'avoir violemment saisie par le bras, la mère la sort du lit et la remet brutalement sur ses pieds. Puis, au milieu des cris entremêlés de la femme qui lui ordonne de cesser de pleurer en la secouant énergiquement et ceux de la petite terrorisée qui la supplie à tue-tête de ne pas la frapper, on entend très distinctement le claquement clair et net d'une giflle dans l'air. Un lourd silence s'abat sur la maisonnée. Dans l'instant qui suit, le pouce du garçon s'écrase lourdement, lui aussi, sur l'éclopée qui touchait au but. CROUNCH! Il appuie longuement sur l'insecte de tout le poids de son petit bras puis examine son pouce en souriant, tandis qu'une larme s'échappe de son oeil...

Le silence se dissipe peu à peu dans les reniflements et les sanglots de douleurs de la gamine qui reprend son souffle. La mère, exténuée, haletante et prise de vertige, s'appuie maintenant sur le rebord de la porte. Se ressaisissant peu à peu, elle pose un regard ahuri sur le petit filet de sang qui s'échappe du nez de la fillette et qui s'écoule goutte à goutte sur sa jolie robe rose. Encore sous le choc, celle-ci s'essuie compulsivement les yeux et tente d'étouffer les halètements qui soulèvent son corps frêle. La femme jette un coup d'oeil nerveux à sa montre et se mord les lèvres. À ce moment précis, l'homme, arrivé entre-temps derrière elle, pose sa main sur la montre de la femme, lui prend doucement le bras et, après avoir contempler la scène un instant, se penche vers elle en lui sussurant à l'oreille: «On devrait p'têt aller à messe de midi à 'place, han?» Dehors, le soleil brille toujours et on entend sonner des cloches au loin...

Le garçon a grandi. S'il déteste toujours les dimanches matins, tout comme sa soeur, il n'a par contre jamais plus fait de mal aux fourmis depuis qu'il est devenu un homme.

tison2000@hotmail.com 



CENTRE DOLLARD-CORMIER

FONDATION DOLLARD-CORMIER

Vient en aide au Centre Dollard-Cormier

Centre public de réadaptation en toxicomanie - Montréal

3590, rue St-Urbain, Montréal (Québec) H2X 2N8

Tel.: (514) 982-4533 poste 545 Téléc.: (514) 282-5599

Courriel : fondc@cam.org

La Toile : centredollardcormier.qc.ca

Arrêtons de pleurer sur le sort des enfants et agissons!

Dans le cadre de son dossier sur l'enfance, L'itinéraire a rencontré madame Andrée Ruffo, juge à la Chambre de la jeunesse de Longueuil. En effet, qui de mieux placée pour nous dresser un portrait juste et sans complaisance de la situation des enfants laissés pour compte par le système, que celle qui tente de les protéger depuis plus de 25 ans?

Audrey COTÉ

L'itinéraire : En rétrospective de vos 25 années à la Protection de la Jeunesse, constatez-vous une amélioration ou une dégradation des conditions de vie des enfants?

Juge Andrée Ruffo : *Je constate une dégradation épouvantable.*

Actuellement, je n'ai aucune réserve à qualifier la situation des enfants de désastreuse et ce, à tous les niveaux: psychologique, psychiatrique, thérapeutique, etc. Pour moi, c'est clair, la situation est d'autant plus inquiétante que, dans toutes les régions du Québec, les rapports à cet effet ne cessent de s'accumuler depuis des années. Partout on dit que c'est épouvantable mais, concrètement, on ne fait rien.

L'itinéraire : Y a-t-il trop peu de ressources financières?

A.R. : *Non, je pense plutôt qu'il y a un gaspillage éhonté. Ce gaspillage-là fait que l'argent ne va pas aux enfants. Malgré les suicides, malgré la toxicomanie, malgré l'errance et la délinquance, on assiste encore à une grande inaction au niveau politique. Le politique ne choisit jamais les enfants comme priorité sociale. Pourtant, et de ça je suis absolument convaincue, la population est prête à se lever pour les enfants et les jeunes. Mais il n'y a pas de volonté politique. Je l'ai dit et répété sur tous les tons. On a pris des moyens terribles pour me faire taire sans toutefois ne jamais nier ce que j'affirme.*

L'itinéraire : Quels sont les plus grands problèmes auxquels vous faites face à titre de magistrate qui porte la cause des enfants pratiquement à bout de bras depuis plusieurs années?

A.R. : *Comme juriste, je peux vous dire que les lois sont bien faites. Le problème, ce n'est pas la loi, c'est l'application de la loi. Un enfant peut recevoir le plus beau jugement de la terre, mais ça ne veut strictement rien dire si l'ordonnance n'est pas appliquée.*



Photos : Jean-Pierre Lacroix

Quand un enfant a besoin d'un psychiatre et qu'on me dit que ça ira dans trois semaines, quand on me dit qu'un jeune qui n'a pas voulu prendre de médicament a été attaché, ça veut dire quoi? Et le lendemain, quand on daigne enfin s'occuper de lui, on réalise

qu'il n'avait pas besoin de médication. On a voulu le traiter pour rien et on l'a attaché pour rien. À ce moment-ci, je pense qu'il faut dénoncer et agir contre cette violence institutionnelle. Arrêtons de pleurer sur le sort des enfants et agissons!

Autrefois, les enfants quittaient le foyer familial. Aujourd'hui, ce qu'on sait par les recherches, c'est que certains parents chassent les enfants. C'est un ultime rejet. On les met dehors avec leurs sacs verts et ça, c'est très bien documenté. Si ces enfants ont déjà une faible estime d'eux-mêmes, on leur confirme qu'ils sont bons à rien. C'est vrai dans les familles et c'est vrai aussi dans la société. La semaine dernière, je suis sortie de la Cour et j'avais une jeune fille qui était à la porte avec ses deux sacs verts. Tout ce qu'elle avait en partage, c'était ses deux sacs verts et elle ne savait même pas où elle s'en allait. Dans la loi, c'est clair que c'est le directeur de la Protection de la jeunesse qui trouve la ressource.

Les enfants sont parqués n'importe où et c'est d'une telle indignité! Ils ne bénéficient d'aucune ressource adéquate: personne ne s'occupe d'eux. Et après, on est surpris que ces enfants-là cherchent à se faire mal et à faire mal aux autres, mais ils n'ont pas d'autres alternatives!

C'est absolument inacceptable! Il y a un gaspillage incroyable. D'ailleurs, ça n'a jamais été aussi terrible que depuis qu'on ne cesse d'injecter de l'argent pour les enfants et les jeunes. Peut-être faudrait-il penser à autre chose. Par exemple, une famille de six enfants en familles d'accueil coûte au bas mot un demi-million aux con-

tribuables. Vous ne me direz pas que dans un bon logement, on ne peut pas payer des intervenants sur place pour s'occuper de cette famille: une économie de près de 300 000 dollars.

Au lieu de cela, on place les enfants un peu partout et lorsqu'ils reviennent dans leur famille, ils sont étrangers les uns aux autres. Les parents ont été dévalorisés, car ils n'ont pas eu d'aide pour devenir plus compétents... et c'est ainsi qu'on condamne les enfants au placement à perpétuité. On nourrit le problème et les difficultés au lieu de les régler. À long terme, on dépense des millions et on n'accomplit rien comme société.

L'itinéraire : Les opinions que vous émettez publiquement font souvent l'objet de controverse. Comment vivez-vous cette adversité?

A.R. : Je vis très difficilement ces moments, mais je vivrais plus difficilement de ne pas l'avoir fait. J'aurais vraiment l'impression de trahir mon serment d'office, mais surtout de trahir les enfants. J'aurais aussi l'impression de trahir tout ce que sont mes valeurs et, ultimement, c'est toujours avec soi qu'on vit. Même si c'est difficile, quand je me retrouve avec moi-même et que je fais mon examen de conscience —pour parler comme quelqu'un de mon âge— je suis en paix avec ce que je dis. Être en paix avec soi-même, c'est infiniment mieux qu'être en paix avec les autres.

Les 300 plaintes de l'État n'ont jamais contredit mes propos mais invoquaient que je manquais à mon devoir de réserve en tant que juge. Je regrette, mais ça appartient aux juges de le dire quand il n'y a pas de ressources pour les enfants et qu'on les voit souffrir à chaque jour.

L'itinéraire : En 1994, vous avez fondé le Bureau international des droits des enfants (BIDE). Quelle est la mission de cet organisme?

A.R. : Le BIDE a été créé pour soutenir administrativement le Tribunal international des droits des enfants. C'est un tribunal dont le banc est toujours composé de cinq juges des cinq continents. Nous allons de pays en pays pour dénoncer les abus de droit à l'égard des enfants. On s'apercevait que malgré la Convention, les droits des enfants n'étaient pas respectés. Enfin, le BIDE travaille à développer un protocole qui va garantir le respect des droits des enfants partout dans le monde.

À travers nos études, notamment sur l'exploitation sexuelle des enfants, nous avons découvert que les enfants victimes d'abus étaient moins protégés que les enfants délinquants parce que le Protocole de Beijing accorde à ces derniers un certain nombre de droits. Présentement, nous travaillons sur les enfants victimes de conflits armés.

L'itinéraire : En terminant, que pouvons-nous faire pour changer les choses?

A.R. : D'abord, il faudrait commencer par encourager les enfants et les jeunes à être ce qu'ils sont. Le défi du parent, de l'enseignant ou du tuteur, c'est de découvrir ce qu'il y a de différent chez l'enfant afin qu'il puisse s'exprimer. C'est le contraire qui se passe actuellement, lorsqu'on découvre que l'enfant est différent: on s'acharne à le rendre conforme au modèle et je pense que c'est là la grande erreur. Je suis convaincue que c'est ça le drame. On tue ce qu'est la personne! Et à partir du moment où l'on décide, en tant que famille, école ou société, de tuer ce que les gens portent en eux, on tue ce qu'il y a de plus grand. C'est ce qui fait qu'on a une société sans espoir, sans relief. C'est ce qui fait qu'on a peu de gens qui osent se lever pour être différents, parce que ce n'est pas admis. Alors qu'on devrait admirer les gens pour leur différence, car le progrès vient de là!

Si chaque personne pose une seule action pour venir en aide à un enfant souffrant, je pense que c'est comme ça qu'on va changer les choses. Mais il faut agir selon ses capacités, ses talents. Ce qui compte en fait, c'est d'agir à sa mesure, dans son environnement immédiat. Ça peut être simplement un sourire, un encouragement. Au lieu de regarder avec méfiance ou

mépris un jeune de la rue, souriez-lui, vous verrez à quel point son regard s'illuminera.



audreybcote@hotmail.com 

Mieux vaut prévenir que guérir

Nancy ROUSSY

Pour parler des problèmes de plus en plus graves chez les enfants et adolescents, *L'itinéraire* a rencontré récemment monsieur Moncef Guitouni, psychosociologue qui préconise une méthode préventive multidisciplinaire pour régler les difficultés personnelles avant qu'elles ne deviennent de «véritables problèmes».


Monsieur Guitouni, un homme très actif, a fondé la *Société de recherche en orientation humaine*, le *Centre de psychologie préventive et de développement humain* et la revue *Psychologie préventive*. Depuis environ sept ans, il préside la *Fédération internationale pour l'éducation des parents* (FIEP), une organisation non gouvernementale qui «aide les parents à remplir leur rôle éducatif et qui étudie les problèmes posés aux différentes sociétés par l'adaptation de la famille à l'évolution rapide des idées et des contextes d'existence».

D'entrée de jeu, lors de notre rencontre, il rappelle que «l'on parle beaucoup des enfants «à problèmes» mais seulement lorsqu'ils sont en crise. Avant d'en arriver à la crise, les jeunes tentent de s'exprimer et réclament quelque chose. Mais il n'y a souvent pas d'écoute sérieuse de la part des adultes: ce qui envenime les choses. Il faut pouvoir capter le message, car au-delà des mots qui peuvent parfois sembler hostiles ou violents se cache une émotion réelle qu'il faut connaître et respecter. Le problème est que, dans notre société, et cela depuis le 18^e siècle, on a fait abstraction de l'émotion au profit de la rationalité. Mais pour comprendre les jeunes, il faut que les adultes creusent davantage et arrivent à comprendre «pourquoi» eux-mêmes et les jeunes agissent et réagissent de cette façon». Cette capacité de comprendre, monsieur Guitouni la nomme «l'intelligence émotionnelle». Il a d'ailleurs publié un livre, *Au cœur de l'identité: l'intelligence émotionnelle*, qui vulgarise ce concept, pour permettre à tous d'y accéder.

Moncef Guitouni nous explique que lorsque cette intelligence émotionnelle est enseignée aux enfants (et aussi aux adultes), ceux-ci sont beaucoup plus conscients de ce qu'ils font, des réactions et des problèmes qu'ils ont: en étant conscients du «pourquoi» de leurs actes et de leurs paroles, les enfants doivent se responsabiliser face à leurs actions. C'est cette responsabilité face à soi-même qui permettra à l'enfant et aussi à l'adulte de se comprendre pour savoir ainsi ce qu'il désire réellement. «*Cette compréhension est une force dont il faut bien se servir. Je crois que lorsqu'on donne à l'enfant le pouvoir sur sa propre réalité, on lui donne la possibilité d'accéder à l'âge adulte d'une façon responsable*», indique monsieur Guitouni.

Cette force ainsi donnée aux enfants peut se traduire en un outil essentiel dans la société médiatique basée sur la consommation dans laquelle nous vivons: la capacité de réflexion et de critique qui permet d'arrêter de «subir» les choses et de choisir pour soi-même.

En parlant de notre société actuelle, monsieur Guitouni termine sur une note songeuse: «*Mes aînés ne m'ont pas légué que du bon, mais ils m'ont légué le goût de bâtir des systèmes pour tenter d'enrayer les problèmes tels l'assurance-santé, les sociétés d'État, l'assurance-emploi, l'assurance-sociale et, avec ça, le goût de bâtir et d'améliorer les choses. Mais nous, que sommes-nous en train de léguer à nos enfants et petits-enfants? Un monde où tout est consommation et surconsommation, destruction de la faune et de la flore, démantèlement des acquis sociaux, mondialisation aliénante, etc. Où les menons-nous, ces jeunes qui, demain, seront aux commandes?*»

urbaine@hotmail.com 

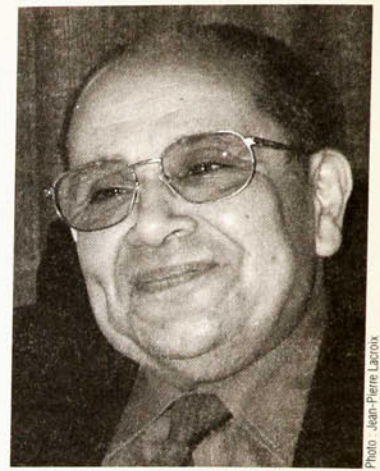


Photo: Jean-Pierre Lacroix

POPCOMM

 Rédaction et mise en pages

Téléphone: 514.524.5713
 Télécopieur: 514.524.2101

Suzanne Chabot
 suzanne.chabot @sympatico.ca

Plus de vingt ans d'expérience de travail et de militantisme dans le milieu syndical, populaire et féministe

POPCOMM... pour des services de valeurs!

GROUPES POPULAIRES, COMMUNAUTAIRES ET FÉMINISTES, SYNDICATS, ORGANISATIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE, ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES, ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF ET COOPÉRATIVES:

DES SERVICES TAILLÉS SUR MESURE ET BASÉS SUR LE PARTAGE DES MÊMES VALEURS...

JUSTICE, ÉQUITÉ, ENTRAIDE, SOLIDARITÉ, PARTAGE DE LA RICHESSE COLLECTIVE, DÉFENSE DES DROITS FONDAMENTAUX

Ville de Montréal

Sammy Forcillo, CA
 Conseiller municipal
 District de Saint-Jacques (38)



275, rue Notre-Dame Est
 Bureau 1.112
 Montréal H2Y 1C6
 Téléphone: (514) 872-8007
 Télécopieur: (514) 872-9131
 elu@ville.montreal.qc.ca

Le club des petits déjeuners du Québec

Robert DION



Annie Pelletier, vice-présidente du Club des petits déjeuners du Québec

L'échec et le décrochage scolaire sont reliés directement à la pauvreté. Face au phénomène grandissant, un organisme à but non lucratif, né en 1994, vient en aide aux enfants de niveau primaire et vivant en milieux défavorisés, en leur offrant un petit déjeuner complet et nutritif tous les matins de l'année scolaire: le club des petits déjeuners du Québec. Les résultats sont appréciables: amélioration de la concentration et rendement accru, donc meilleures chances de réussite.

«Après plus de 6 ans d'existence, l'aide est offerte dans 65 écoles; plus de 6 500 enfants en bénéficient!», affirme Judith Barry, directrice générale du club.

Une tâche colossale, exigeant une structure efficace, que Daniel Germain, fondateur du club, a mise sur pied. Le siège social et l'entrepôt principal sont situés à Boucherville. Des bureaux dans l'Outaouais et au Saguenay/Lac St-Jean assurent une bonne répartition de la nourriture en région. Une équipe de 900 bénévoles, principalement les parents des bénéficiaires, oeuvrent dans l'ensemble de la province, environ 15 bénévoles en rotation par école.

Des entreprises contribuent à ce succès, par des dons en argent, des commandites de service ou des dons en vivres. Une compagnie de transport fait gracieusement la livraison dans les régions du Québec. Beaucoup de fonds d'aide des employés, particulièrement dans le secteur industriel, participent au financement des activités du club.

Pour Judith Barry, «nous ne nourrissons pas seulement des estomacs affamés. Pour beaucoup, ont noté les professeurs, l'assiduité, le rendement et les résultats se sont nettement améliorés. Plus encore, l'estime de soi de ces enfants laissés-pour-compte a changé positivement. Ils sont maintenant heureux de se rendre à l'école le matin».

Pour Geneviève Lussier, bénévole à l'école Champlain dans le Centre-Sud de Montréal, «depuis décembre dernier, 50 des 180 élèves de l'école sont inscrits au club et la moitié des bénévoles sont des parents. Déjà, les enseignants ont observé que les enfants sont plus calmes et plus attentifs».

Certains élèves ayant bénéficié du service du club au niveau primaire sont maintenant bénévoles dans certaines écoles secondaires, poursuit Judith. «Et les répercussions positives débordent du milieu scolaire: plusieurs parents ont découvert leurs potentiels par le biais du bénévolat et se réinsèrent graduellement dans la société».



Judith Barry et Daniel Germain.

Photo: Jean-Pierre Lacroix

Daniel Germain a travaillé pour plusieurs organismes d'aide dans les pays du tiers-monde et c'est à son retour d'Haïti qu'il fonde le club. Au «Gala excellence 2000», M. Germain s'est mérité la récompense du courage, humanisme et accomplissement personnel. Il vient d'être nommé directeur national, où il aura à réorganiser les initiatives locales pour l'ensemble du pays.

«Le gouvernement du Québec, reconnaissant notre mérite et notre efficacité, octroie un don de 3,8 millions au

club, souligne Judith Barry, pour desservir 100 nouvelles écoles. Dans deux ans, nous nourrirons 16 000 enfants». Au Québec, il y a au moins 500 écoles en milieux pauvres. C'est un début.

INITIATIVES LOCALES

Plusieurs initiatives locales ont déjà vu le jour dans les écoles de la province, et il y en a une un peu spéciale, organisée par des policiers de ville d'Anjou. Tout a commencé par une collecte dans le temps des Fêtes pour fournir des paniers de Noël aux familles défavorisées. Lors de visites dans les écoles, certains ont remarqué que plusieurs enfants n'avaient qu'une tranche de pain dans leur boîte à lunch. C'est de là qu'est née l'idée de fournir à ces enfants un supplément pour leur collation et leur dîner. Depuis quatre ans, les policiers du poste de quartier 46, organisent des activités—tournoi de golf, soirée casino, etc—pour amasser des fonds. L'argent recueilli sert à acheter des aliments qui sont ensuite distribués dans quatre écoles de ville d'Anjou. Comme l'explique le sergent Richard Gratton du service de police de la Communauté urbaine de Montréal, «Nous nous comptons chanceux d'avoir des emplois bien rémunérés et c'est pour nous une manière de rendre ce que l'on reçoit en offrant généreusement notre temps pour aider les jeunes de familles défavorisées». Excellente initiative à imiter.

robertdion2000@hotmail.com

Une ferme de réinsertion dans l'île de Montréal



Elyse FRENETTE

Il existe dans l'île de Montréal une entreprise de réinsertion sociale en agrotourisme pour les jeunes de 18-35 ans, *D-Trois-Pierres*. Cet organisme gère la ferme écologique du Cap St-Jacques, un havre de paix pour ces jeunes. Grâce à son programme de réinsertion, les jeunes ont un lieu privilégié pour se refaire une vie tout en apprenant à gérer leur quotidien par des objectifs bien précis. Ils développent des aptitudes au travail par l'apprentissage d'un métier qui leur permettra de trouver un emploi à la fin de leur séjour de six mois sur la ferme.

D-Trois-Pierres est un organisme sans but lucratif (OSBL) qui accueille 70 jeunes par année sur la ferme. L'organisme existe depuis 1985. Déjà, à l'époque, le besoin d'aide se présentait pour les jeunes en difficulté. Au début, on offrait le service aux jeunes toxicomanes. Aujourd'hui, le programme s'est élargi aux jeunes venant de différents milieux sociaux: jeunes de la rue, décrocheurs, sans emploi. Aucun n'est laissé pour compte. Pour beaucoup d'entre eux, la ferme et l'organisme *D-Trois-Pierres* deviennent une grande famille.

Il y a des critères d'admissibilité pour participer au programme: «être âgé(e) de 18 à 35 ans, être sans emploi et ne pas être aux études, avoir connu des difficultés personnelles majeures et des difficultés à obtenir ou à conserver un emploi, être motivé(e) à entreprendre une démarche de retour sur le marché du travail». Les jeunes apprennent un métier et sont rémunérés sur une semaine de 35 heures. Denis Auger, directeur des ressources humaines, rencontre les jeunes. Une visite de la ferme se fait après la rencontre et les jeunes choisissent le secteur dans lequel ils veulent travailler: ferme, jardin, magasin général, cuisine, service au restaurant et animation.

Dans chacun des secteurs, un «formateur-technique» offre une formation de base. Ainsi, les jeunes ne sont pas laissés à eux-mêmes. Chacun est appuyé dans sa démarche par des intervenants qui l'accompagnent dans ses démarches personnelles de réinsertion et est référé à des ressources externes ou vers des groupes d'entraide selon l'aide dont il a besoin. Chacun vit en ville et doit être au rendez-vous dès 7h50 au Métro Côte-Vertu, car le transport entre le métro et la ferme se fait en camionnettes.

Les jeunes ont des obligations autant envers leur employeur qu'envers les personnes qu'ils côtoient. Ils apprennent par le fait même à développer une relation saine entre employeur et employé. Les dirigeants ont aussi une entreprise agro-touristique à gérer. Un programme a été créé pour aider ces jeunes dans leur réinsertion sociale. Par le biais de cinq étapes bien précises, les jeunes mesurent ainsi «leur volonté de s'impliquer» tout en acquérant des outils qui leur permettent de se trouver un emploi à la fin de leur formation à la ferme. Ces jeunes sont évalués selon des critères spécifiques tout

au long de leur programme: «ponctualité et présence au travail, qualité et quantité de travail accompli, soin porté à la tenue vestimentaire, relations avec l'autorité, motivation, initiative, et sens des responsabilités».

Trente-huit jeunes participent actuellement à des programmes de formation. Isabelle apprend les techniques du service à la clientèle au magasin général. C'est grâce à une annonce publiée dans *Voir* qu'Isabelle a découvert l'organisme *D-Trois-Pierres*. Elle est venue s'informer sur comment se passent les choses à la ferme et elle a décidé d'y rester. Son souhait est de travailler dans un magasin à la fin de son programme le 18 août prochain. Le programme lui a permis d'apprendre un métier, de développer l'assurance nécessaire pour avancer dans la vie et de «retrouver l'estime d'elle-même».

Tous les jeunes que j'ai rencontrés sont heureux d'être là. Il est certain qu'il y a des rechutes. Malgré cela, il y a un taux de réussite de près de 70%. Le programme fonctionne tellement bien qu'il fait des petits. «Nous avons acheté une ferme dans la région de Joliette où nous nous installons le 15 juillet prochain», me dit Jean Lacroix, directeur des services corporatifs. Sur cette ferme, on offrira les mêmes services aux jeunes de cette région. L'organisme *D-Trois-Pierres* a été nommé gestionnaire technique du site de Boscoville. Il doit en gérer les infrastructures pour que d'autres jeunes puissent apprendre un métier. *D-Trois-Pierres* est partenaire avec d'autres organismes, tels le gouvernement du Québec, les Centres Jeunesse, l'organisme 1-2-3 Go, pour ainsi faire de Boscoville un centre d'excellence.

Toute l'équipe de monsieur Lacroix a confiance dans le potentiel de ces jeunes que la vie a parfois laissés pour compte. Lors de mon passage, j'ai rencontré des jeunes heureux de ce qu'ils vivaient sur la ferme. Même si le programme de réinsertion ne dure que six mois, les intervenants maintiennent le contact avec les jeunes durant les deux années qui suivent leur passage à la ferme. C'est ce qui fait le succès du programme.

Gylaine, directrice de l'animation, vous invite à une grande Fête des moissons le 12 août prochain. Cette fête existe depuis 12 ans et est très courue par la population locale. On offre des activités sur place dont une allée des artisans qui vous montreront leur art, des musiciens joueront pour vous divertir et des produits de la ferme seront en vente. Cette fête a été créée pour renouer avec la tradition des fêtes de la moisson pour que les jeunes d'aujourd'hui puissent vivre l'expérience au moins une fois dans leur vie.

Pour plus d'information sur les activités de la ferme du Cap St-Jacques, s'adresser au (514) 280-6743.



Gilles Duceppe



Député de Laurier-Sainte-Marie
Chef du Bloc québécois

1717, boul. René-Lévesque Est, bureau 205,
Montréal (Québec) H2L 4T3
Tél.: (514) 522-1339 Téléc.: (514) 522-9899

427, rue de la Commune Est
Montréal (Québec)
H2Y 1J4



Accueil Bonneau Inc.

Téléphone: (514) 845-3906
Télécopieur: (514) 845-7019



Les Œuvres de la Maison du Père
550, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec) H2L 2L3
Tél.: (514) 845-0168
Fax: (514) 845-2108
Centre d'accueil pour hommes de 25 ans et plus.

Prière au Saint-Esprit

Saint-Esprit, toi qui résouds tous les problèmes, toi qui éclaires tous les chemins pour m'aider à atteindre mon but, toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal que l'on fait, toi qui te trouves à mes côtés dans toutes les circonstances de la vie. Je veux, par cette courte prière, te remercier pour tout et te confirmer une fois de plus que je ne voudrais pas être séparé de toi, même en dépit de toutes tentations matérielles illusoirs. Je veux être avec toi dans la gloire éternelle. Merci pour ta miséricorde envers moi et les miens.

Vous devez réciter cette prière pendant trois jours consécutifs. Ensuite, la faveur demandée vous sera accordée, même si elle vous paraît difficile à obtenir.

Vous devez alors publier cette prière, y compris les instructions, immédiatement après que votre souhait a été exaucé, mais sans mentionner la nature de votre vœu. Seulement vos initiales devront apparaître à la fin de cette prière. G.G.



Pour les

BONS DÉBARRAS

les **ECO-CENTRES** sont là !

Une bonne façon, pour les Montréalais, de se débarrasser de leurs vieilles affaires... **même les dimanches durant l'été!**

Du 13 mai au 2 septembre inclus

Lundi, mardi, mercredi

9 h à 18 h

Jeudi, vendredi

9 h à 20 h

Samedi

9 h à 17 h

Apportez à l'Éco-centre le plus près de chez vous les objets et matières dont vous voulez vous débarrasser. Apportez également une preuve de résidence!

Bois, peint ou réutilisable, béton, asphalte, brique ou terre non contaminée... Métal, incluant gouttières ou jantes de pneus! Matériaux de construction usagés, toilettes, lavabos. Appareils électro-ménagers, petits et gros, meubles et luminaires, ordinateurs très obsolètes, vieilles cartouches d'imprimante et autres encombrants indésirables, mais recyclables ou réutilisables. Pneus, vélos, poussettes, trotinettes, lunettes... et bien sûr, les résidus verts (feuilles, branches, sapins, foin) qui seront transformés en copeaux ou compost! Le papier, le carton, le plastique, le verre et les contenants recyclables... Et apportez vos résidus domestiques dangereux!

RENSEIGNEZ-VOUS:

Éco-centre de l'Acadie 1200, boul. Henri-Bourassa Ouest	(514) 872-1376
Éco-centre de la Petite-Patrie 1100, rue des Carrières	(514) 872-7706
Éco-centre de la Côte-des-Neiges 6925, chemin de la Côte-des-Neiges	(514) 872-3517
Éco-centre de Saint-Michel 2525, rue Jarry Est	(514) 872-3267
Éco-centre d'Eadie 1868, rue Cabot	(514) 872-8359



Programme OLO

La fondation OLO, organisme à but non lucratif, a mis sur pied un programme d'alimentation et de soins favorisant la naissance de bébés en santé. Le programme OLO assure la disponibilité de suppléments alimentaires (œufs, lait et oranges) et de suppléments vitaminiques à 16 000 femmes enceintes, de la 23^e semaine de la grossesse à la naissance. C'est aussi une façon de réduire les effets de la pauvreté sur la santé des nourrissons et des mères en prévenant la malnutrition.

Jean Pierre LACROIX

Ce programme existe grâce à la généreuse participation de nombreux partenaires et il est administré conjointement par les 134 CLSC de la province. Dans le quartier Centre-Sud, c'est différent, il se fait en partenariat avec des groupes communautaires. Annie Landry, bachelière en économie sociale, du Comité Social Centre-Sud, visite les futures mamans aux deux semaines, pour leur apporter des œufs et des oranges. Une infirmière du CLSC des Faubourgs se charge des vitamines, des bons de lait et des suivis du poids de la future maman.

«Les carences en vitamines, en protéines et en fer sont nos principales préoccupations» précise Annie. Les visites peuvent se prolonger au-delà de l'accouchement si la mère allaite son enfant.

«C'est l'occasion idéale pour informer sur les ressources du quartier. Les réservations pour les garderies, par exemple, c'est important. Faut s'y prendre des mois d'avance, souligne Annie. On facilite les recherches pour trouver un lit ou une poussette.»

Au Québec, 20% des femmes enceintes vivent sous le seuil de la pauvreté. OLO est un investissement santé de première importance qui prévient la malnutrition et ses conséquences dont la naissance de bébés de poids inférieur à la normale. Notre système de santé débourse annuellement 44 millions de dollars pour les soins postnataux de bébés nés prématurément ou pesant moins de 2 kilos. Un séjour en soins intensifs, habituellement de 21 à 34 jours, coûte 1 000\$ par jour. Il n'en coûte que 250\$ pour offrir quotidiennement un litre de lait, un œuf, une orange ou du jus d'orange durant les 20 dernières semaines de la grossesse. Autrement dit, 1\$ en prévention permet d'épargner 10\$ en soins.

«J'ai un fort pourcentage de participantes provenant de commu-



Annie Landry

Photo: Jean-Pierre Lacroix

nautés ethno-culturelles, les Habitations Jeanne-Mance font partie de notre territoire. On retrouve aussi beaucoup de jeunes mères dans le quartier», insiste Annie. Le programme OLO, par l'information et la sensibilisation, est une occasion de stimuler la responsabilisation des futures mamans.»

Annie Landry est aussi responsable du programme «Naître égaux, vivre en santé», toujours en partenariat avec le CLSC. Cette activité se déroule en groupe et s'adresse à de jeunes mères. Elle profite de ces réunions pour recruter des participantes au programme OLO et les suivre.

«Naître égaux, vivre en santé»: une activité où les mamans préparent en groupe des purées santé pour leurs nourrissons. Le but est de retarder l'ingestion d'aliments solides par une alimentation saine et équilibrée. «La demande est tellement forte, que je n'ai pas besoin de publicité. Le bouche à oreille suffit», déclare Annie.

«Ces rencontres sont aussi importantes pour les jeunes mères que pour les bébés. On fait de la bonne bouffe, mais autour d'une table, on échange, confie Annie. On apprend à connaître les autres, on partage des trucs; des amitiés se tissent.» Ces femmes apprennent à se responsabiliser, à se réapproprier du pouvoir sur leur vie. En brisant l'isolement, elles s'ouvrent au monde, reprennent confiance. Dans certains cas, ça se traduit par la recherche d'emploi et un retour au travail. Une autonomie, sociale et financière, qui permet d'améliorer la qualité de vie.

«Nous travaillons souvent dans l'ombre, mais notre action est très importante», admet Annie. Le secteur communautaire, par son approche informelle, permet de rejoindre une population souvent difficile à recruter par les organismes gouvernementaux.

Des parents en otages

Patrice McDONALD

En 1997, le ministère de la Famille et de l'Enfance (MFE) se dotait d'une nouvelle politique familiale. Pauline Marois, alors ministre de la Santé, décrivait cette réforme comme une «véritable politique familiale permettant aux familles de mieux affronter les nouvelles réalités auxquelles elles sont confrontées». Lumineuse idée de nos dirigeants, direz-vous. Toutefois, une large part de la population demeure exclue de ces services: les parents qui ont besoin d'un mode de garde souple à temps partiel ou occasionnel et qui utilisent les services d'une halte-garderie communautaire. Alors que ce réseau représente une solution concrète au manque de place dans les services de garde, pourquoi ne reconnaît-on pas, et ne finance-t-on pas ce service qui se définit de plus en plus comme essentiel?

En ce moment, des centaines de parents ont commencé à envoyer des plaintes au ministère de la Famille et de l'Enfance pour demander au gouvernement de respecter ce qui se fait au sein des organismes communautaires qui font des miracles avec rien et qui ont développé une expertise en matière de halte-garderie. «Le gouvernement doit entendre et comprendre le plus rapidement possible le message que veulent lancer ces nombreuses familles dont la principale préoccupation reste avant tout le bien-être de leurs enfants», déclare Mme Lise Henry, présidente de l'Association des haltes-garderies communautaires du Québec (AHJGCQ). Le bureau des plaintes du ministère dispose toutefois d'un délai de 45 jours pour répondre à ces demandes. Le 16 juillet est la date limite à laquelle le bureau doit répondre à ces plaintes.

Culture CPE

Un groupe de travail a été mis sur pied par le MFE, il y a un an et demi. Chargé de réfléchir à des solutions pour reconnaître et financer les haltes-garderies communautaires, ce groupe a soumis une première proposition qui a été refusée par l'ensemble des membres de l'association. Cette proposition ne reconnaissait pas tous les secteurs d'activités des haltes-garderies communautaires et ne permettait pas non plus que les haltes offrent des services à temps partiel. L'objection principale à la proposition du groupe voulait qu'on mette les haltes sous la tutelle des centres de



la petite enfance (CPE). On s'est peu préoccupé du financement qui ne prévoyait qu'un petit budget.

Une seconde proposition devait être soumise début mai, mais les espoirs des membres de l'association s'estompent; au fur et à mesure que le temps passe, certaines haltes pensent sérieusement à fermer leurs portes ou à réduire leurs services. Les familles se retrouvent alors sans ressource. En somme, le ministère promet depuis au moins un an de reconnaître et de financer les haltes-garderies. Pendant ce temps l'association attend toujours... Si aujourd'hui est garant de demain, où allons nous?

Le ministère s'objecte aux haltes-garderies qui n'offrent pas le service à temps plein: pas de système à deux vitesses. Mais quand on ne reconnaît pas la nécessité d'un service de garde à temps partiel réclamé par des parents, la vitesse vient de changer, du moins pour les parents et leurs enfants. Ce que l'on croit plutôt, à l'association, c'est que le gouvernement veut exclure les haltes quand elles relèvent d'organismes communautaires.

La réalité

Parlons des choses clairement: comme presque tous les systèmes gérés par l'État, le système de garde des CPE se retrouve engorgé. Une mère de famille peut avoir inscrit son enfant sur une liste d'attente d'un des Centres de la petite enfance et attendre deux ans ou plus avant d'avoir une place. De plus, si cette

même mère n'a besoin que d'un service à temps partiel, elle est systématiquement rejetée de la liste d'attente. «On ne veut pas que les CPE offrent des services à temps partiel, mais où donc mettre les enfants?», s'interroge Lise Henry.

Manon, une mère de 34 ans, travaille à temps partiel comme serveuse dans un restaurant «fast-food». Elle rapporte à la maison un salaire minime et n'utilise pas les services des CPE, car elle en a été rejetée... Temps partiel, rappelez-vous! La réalité pour Manon, c'est qu'elle dépense une part considérable de son pécule en service de gardiennage. Et on dit qu'on ne veut pas de système à deux vitesses! Toujours est-il que Manon se tourne un jour vers les haltes-garderies : «J'ai rencontré des gens compétents avec le cœur sur la main. Ils comprennent ma situation. Pour moi, c'est un service essentiel. Je ne peux pas aller aux Centres de la petite enfance, je n'ai pas les moyens de me payer une gardienne: j'ai entendu trop d'histoires d'horreur pour confier mon petit à n'importe qui. Si je n'avais pas les haltes-garderies, je ne sais pas ce que je ferais», déclare-t-elle.

Service essentiel

Comme on peut le constater, les haltes-garderies constituent l'alternative valable pour contrer le problème du manque de place dans le service de garde. Le réseau comporte environ 130

haltes-garderies avec une moyenne de 16 places, ce qui représente autour de 2000 places et entre 6000 et 8000 enfants. Pour des parents exclus des CPE pour une raison ou pour une autre, ce service demeure l'option la plus raisonnable. De plus, les nombreux témoignages de parents satisfaits et reconnaissants devraient (on est encore dans les suppositions) au moins inciter à une certaine reconnaissance de ce service, si ce n'est pas du financement.

Des actions

Le ministère, d'autre part, parle de politique familiale, alors pourquoi plusieurs familles restent-elles encore marginalisées? À ce sujet, l'association a formé un comité chargé de trouver plusieurs actions militantes pour l'automne. Attendez-vous à en entendre parler, c'est un dossier chaud. Ce qui reste incompréhensible, c'est qu'encore une fois et trop souvent, les principales victimes sont celles qui n'ont pas de voix: encore les enfants. En bout de ligne, ce sont eux qui feront notre avenir. Peut-être les dirigeants et les grands penseurs de notre pays devraient-ils prendre ce fait en considération...

patrice_mc_donald@hotmail.com 

Radio Ville-Marie

91.3 fm Montréal

• 100.3 fm Sherbrooke

Une station branchée sur la vie

Une programmation diversifiée et captivante
24 heures à l'écoute de la vie
140 émissions par semaine
110 animateurs et chroniqueurs
150,000 auditeurs en quête de musique de qualité, de réflexion et de partage
30 organismes communautaires participants

Notre mission :

éclairer, divertir, informer, contribuer au progrès humain, social, culturel et spirituel

Dans un monde en changement, Radio Ville-Marie: une voix réconfortante qui fait chaud au cœur

1-877-668-6601 - *Rester à l'écoute!* - (514) 382-3913

Radio Ville-Marie est récipiendaire du prix international Agnellus Andrew

Pour obtenir l'horaire détaillé :

Radio Ville-Marie

505 ave. du Mont-Cassin, Montréal, Québec H3L 1W7

Tél.: (514) 382-3913 Télécopieur : (514) 858-0965 Sans frais : 1 877 668-6601

Internet : www.radiovm.com

courriel : cira@radiovm.com

Les jeunes et l'Internet



Luc DENIS

Pour alléger la lecture, les liens vers les sites mentionnés dans cette chronique seront disponibles à www.iquebec.com/mes-coups-de-coeur/journallitinaire/chroniques/enfants&internet.htm

L'Internet et les enfants

Net Express propose une encyclopédie animée pour faire découvrir l'Internet aux enfants. Son glossaire est simple: on aborde Internet à l'école, les sites web pour les enfants et comment filtrer les contenus à risque.

Bénévoles

Les Ados sur le Net est un exemple de générosité de trois adolescentes qui ont offert bénévolement temps et talent pour concevoir une communauté virtuelle pour les ados montréalais. Ce site a été créé en complément à la communauté «Le Net sur la Rue» mis sur pied pour répondre à la clientèle fréquentant le *L'Espace Internet de L'Itinéraire*.

Bavardages

Le réseau *Kidlink* permet aux 10 à 15 ans de discuter sur le Net en français, en anglais, en espagnol, en hébreu, en portugais ou en japonais. Le village global des jeunes!

Portails

Le portail de la communauté internationale des jeunes francophones, *Momes.net*, offre comptines, chansons, etc. Les jeunes peuvent même participer à l'écriture d'un dictionnaire encyclopédique. Beaucoup de liens vers les pages de jeunes internautes francophones.

Les Bibliothèques publiques

La Bibliothèque nationale du Québec offre son «Répertoire des sites web de référence du Québec» ayant près de 500 sites sur le sport, l'art, la science, l'histoire, le tourisme, etc. Une section est destinée aux 0 à 14 ans. Pour les adolescents, il faut consulter «adolescents» dans la section pour adultes.

Enfants surdoués

L'histoire de Charly, surdoué de huit ans, aborde les problèmes à l'école et à la maison. Son père décida, sur les conseils d'une association d'information sur la précocité intellectuelle, de créer ce site web, pour le familiariser aux nouvelles technologies d'information et de communication et lui ouvrir de nouveaux horizons.

Journalistes en herbe

Le Journal des Juniors, site Internet d'une école publique française, permet de consulter le travail réalisé par une classe de 13 filles et 15 garçons, âgés de 9 à 10 ans, au fur et à mesure qu'ils

poursuivent leurs activités. Ils proposent les textes qu'ils écrivent, les exposés qu'ils préparent, les inventions qu'ils créent, leurs recettes de gâteaux, leurs blagues et jeux, dessins et les anecdotes de leur vie dans la classe... Chaque enfant a sa page personnelle. Un projet pédagogique que nos écoles pourraient offrir pour développer les compétences transversales!

Le *Magazine 8/18* publie des articles et des photos de jeunes reporters internautes de 8 à 18 ans. Les opinions divergentes sont admises, mais l'information doit être véridique.

«L'Espigle, centre européen des jeunes reporters» anime des «classes presse» et des «classes Internet» pour les 11-17 ans. Il organise des «séjours jeunes reporters» durant les vacances. L'agence de presse des enfants et des jeunes 8-18 cherche à favoriser le droit d'expression des mineurs.

Apprentissage scolaire

L'escale s'est donnée pour mission d'enrichir et d'appuyer l'action pédagogique par la réalisation d'activités multimédias de formation pour les enfants de 4 à 12 ans. *L'escale* s'adresse d'abord aux jeunes mais constitue aussi une précieuse ressource pour les éducateurs et parents. Ses activités éducatives respectent les programmes du ministère de l'Éducation du Québec. Un site ludo-éducatif dans lequel les jeunes se retrouvent, apprennent, s'amuse, découvrent et échangent.

Sécurité et Internet

Qui n'a pas entendu parler du jeune faisant une recherche sur la «Ford Escort» familiale et inscrivant le mot «escort» comme mot-clé dans son moteur de recherche? Les simples mots clés «fille» et «garçon» comportent déjà des risques! La sécurité des enfants sur l'Internet exige l'application de règles élémentaires. Superviser, être attentif, surfer avec l'enfant, s'intéresser à ce qu'il fait sur l'Internet, lui demander de montrer où il va, constituent des activités parentales. Il faut bien connaître les possibilités de l'ordinateur et du navigateur et vérifier régulièrement le fichier «historique» permettant d'identifier les sites visités. La suppression de certains sites en éloigne l'enfant et, à l'inverse, l'ajout de sites éducatifs oriente l'enfant. Expliquer à l'enfant qu'il doit aussitôt quitter un site lorsqu'il voit ou entend des choses qui le gênent ou le rendent mal à l'aise: cela prouve à l'enfant que vous lui portez attention. L'Internet est une route. On ne laisse pas un enfant jouer dans la rue sans précautions: il doit apprendre à ne pas s'adresser à n'importe qui, même dans une rue virtuelle!



Michel BOYER

Un enfant, un espoir

Quand le thème du journal pour le mois d'août «les enfants» a été discuté, une idée m'a traversé l'esprit: pourquoi je ne parlerais pas de ma première rencontre, il y a trois ans, avec

ma fille Chantal et sa famille: Daniel, son mari, ses enfants Marie-Michèle, sept ans, Marc-André, dix ans, et le plus vieux Pierre-Luc, 11 ans? Oui, vous avez bien lu, il y a trois ans, du jour au lendemain, j'ai appris que j'étais père et grand-père, du même coup.

Je vous explique. Il y a très longtemps, 31 ans plus précisément, j'ai rencontré une fille qui m'intéressait et, de manière non intentionnelle, nous avons fait un enfant. Nous étions jeunes et c'était l'époque de l'amour, de la paix et des cheveux longs. Nous étions aveuglés par les événements et nous avons posé des actes sans réfléchir. Nos vies ont pris des chemins différents et à ce moment je ne savais pas que j'avais un enfant. Je n'entrerai pas davantage dans les détails par respect pour la mère biologique de Chantal.

De mon côté, j'ai commencé à être un peu rebelle parce que j'avais de la difficulté à vivre sans père et avec une mère dépressive qui a été hospitalisée. J'ai été obligé de vivre seul car j'étais fils unique. La liberté dont je bénéficiais et le genre de personnes que je fréquentais m'ont mené à la débauche, jusqu'au jour où j'ai fait la connaissance d'une fille qui allait devenir ma femme. Le mariage m'a légèrement assagi. Je travaillais et nous avons eu un beau petit garçon nommé Jasmin. Malheureusement, nous

l'avons perdu dans un accident mortel causé par un chauffard ivre. La mort de mon fils m'a porté un dur coup. Par rapport à notre mariage, mon alcoolisme et mes anciennes habitudes qui refaisaient surface nous ont menés au divorce.

Pendant ma descente aux enfers, j'ai été hospitalisé deux fois pour des problèmes de foie malgré les avertissements des docteurs de ne plus toucher à l'alcool et aux drogues. Ma santé se détériorait à vue d'œil dû à mon manque de sérieux. Ce qui devait arriver, arriva: une troisième hospitalisation, presque fatale celle-là. Je fus transporté par ambulance, j'ai été dans un coma profond pendant dix jours et on m'a même donné les derniers sacrements. À mon réveil, j'étais paralysé. Il a fallu un an de réhabilitation et de soins ardues pour m'en sortir. Je souffrais énormément et je ne voulais pas dormir par peur de ne plus me réveiller. À partir de ce jour, j'ai dû me réajuster: ma vie en dépendait. Je ne voulais pas mourir aussi bêtement. Je n'étais pas prêt. Il y avait tellement de choses que je voulais voir et faire. Pour y parvenir, je devais m'occuper et essayer de me changer les idées car ce n'était pas évident de ne plus consommer.

Ce qui est très dur sur le moral, c'est la solitude. Ce qui m'amène à dire qu'après un an de récupération, j'ai eu une belle surprise qui m'a quelque peu sorti de ma solitude. Mon ex-beau-frère est venu me voir pour m'annoncer que j'avais une fille. J'ai figé: je n'en croyais pas mes oreilles. Après avoir écrit et parlé au téléphone avec ma fille, on s'est donné rendez-vous dans un restaurant. Au moment où nos yeux se sont croisés, j'avais la certitude que c'était bien ma fille et elle que j'étais bien son père.

Pendant la rencontre, elle m'a appris que j'avais deux petits-fils et une petite-fille. J'ai un bon Dieu avec moi: c'est certain! Au lieu de me retrouver avec juste une mère à côtoyer, maintenant j'étais encore une fois père et en plus grand-père. J'ai senti une chaleur monter en moi. Cela faisait longtemps que je n'avais pas eu une joie comme celle-là.

Le cheminement que ma fille a emprunté pour me retrouver a été long. À l'âge de 24 ans, l'idée de retrouver ses parents biologiques lui traversait l'esprit et elle a fait les démarches nécessaires sans avoir la garantie de nous retrouver. Elle s'est adressée au *Mouvement Retrouvailles* pour en savoir plus sur la manière de procéder. Ceux-ci l'ont référée au *Centre Jeunesse de Montréal* qui fournit les documents non-confidentiels aux enfants adoptés. Ensuite, elle a signé un formulaire pour donner la permission à sa travailleuse sociale de prendre connaissance de documents confidentiels. Par

Envoyez vos dons à l'ordre du
Groupe communautaire
L'ITINÉRAIRE

À L'ADRESSE SUIVANTE
1108 RUE ONTARIO EST,
MONTRÉAL, H2L 1R1

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉL.: _____

MONTANT _____ \$

Je désire recevoir un reçu d'impôt
(Pour tout montant de 10 \$ et plus)

Contribuez

à la poursuite

de cette

oeuvre

après

des plus

démunis

la suite, Chantal a envoyé à sa travailleuse sociale les papiers que ses parents adoptifs avaient à propos de l'adoption. À partir de là, la travailleuse sociale a tout organisé. Retrouver sa mère a pris neuf mois. Cependant, il restait encore à avoir le consentement de la mère biologique afin de donner suite aux retrouvailles. Comme sa mère a consenti, toutes les démarches ont été entreprises et elles se sont rencontrées.

Pour ce qui est de moi, la mère biologique se souvenait de mon nom au complet ainsi que de ma date de naissance. Cela a facilité les recherches de Chantal car lors d'une adoption, on ne prend que les renseignements de l'enfant et de la personne qui l'amène. Avec mon nom, ma date de naissance et de l'aide, Chantal a fait ses propres recherches. Par exemple, elle a appelé tous les Michel Boyer du bottin de téléphone sans jamais me retrouver. Elle a consulté plusieurs autres documents. Cela n'a rien donné parce que des Michel Boyer avec la même date de naissance que moi, il y en a beaucoup. Alors qu'elle croyait avoir tout essayé, une personne lui a conseillé d'aller à l'Hôtel de Ville de Montréal, au cas où un Michel Boyer se serait marié. Aidée par sa travailleuse sociale, Chantal a trouvé un Michel Boyer qui s'était marié avec une J. Lachapelle: c'était moi. À partir de là, elle a refait des recherches pour finalement trouver une Mme Lachapelle ayant eu comme gendre un Michel Boyer. C'est donc mon ex-belle-mère qui m'a fait entrer en contact avec ma fille.

Je n'ai pas écrit ce texte pour vous raconter un bout de ma vie mais bien pour vous dire à quel point un enfant peut vous redonner le goût de vivre. C'est ce qui s'est produit dans mon cas. Par exemple, cette année, elle est arrivée avec toute sa famille le jour de ma fête. Quel beau cadeau! J'avais toute ma progéniture autour de moi. Je n'ai pas besoin de vous dire que cette journée sera gravée dans mon esprit pour le reste de ma vie.

Ceux qui recherchent un parent ou un enfant peuvent contacter le *Mouvement Retrouvailles* par téléphone au 450-646-1060,

par télécopieur au 450-646-7401 ou par Internet au www.mouvement-retrouvailles.qc.ca ou encore *Adoption Québec* au www.adoption-quebec.com (mais n'oubliez pas que toutes ces démarches peuvent entraîner des coûts).



50,61\$ pour 12 numéros
(taxes et frais de poste compris)

**Recevez-nous
chez vous!**



Pour chaque abonnement supplémentaire à la même adresse, ajoutez 24\$.
Pour tout renseignement: (514) 597-0238

Nom.....

Prénom:

Adresse:.....

Tél.: ().....

Nombre d'abonnements À compter du mois de.....

Nom du camelot qui vous a suggéré l'abonnement:

Envoyer un chèque ou mandat-poste
à l'ordre du groupe L'itinéraire
à l'adresse suivante:
1108, rue Ontario Est,
Montréal (Québec) H2L 1R1

VOUS VOULEZ AIDER LES GENS DE LA RUE AUTREMENT QU'EN LEUR DONNANT DIRECTEMENT DE L'ARGENT?

BON DE COMMANDE POUR CARTE REPAS

Nom: _____
Prénom: _____
Adresse: _____

Tél.: _____
Je désire recevoir
nombre de cartes: _____ X 2,25\$ chacune
Total: _____ \$

Signature: _____
Veuillez joindre votre chèque à l'ordre du
Groupe communautaire L'itinéraire,
et postez à l'adresse suivante:
1907, rue Amherst, Mtl (Qué.) H2L 3L7

Aussi en vente au
Café sur la rue, 1104, rue Ontario Est, Tél.:597-0238, poste 32



Offrez-leur une carte-repas au Café sur la rue. Ils pourront bénéficier d'un bon repas et seront accueillis dans une ambiance cordiale par les membres de L'itinéraire. Vous leur donnerez peut-être la chance de se faire de nouveaux amis et de recevoir une aide de la part de gens qui ont vécu la même situation qu'eux.

**OFFREZ
AUX PLUS
DÉMUNIS
DES CARTES REPAS
POUR
SEULEMENT**

**2,25\$
CHACUNE**



Lâchez surtout pas!

Nathalie CORRIUEAU

Si l'on parle de l'enfance et des difficultés qu'elle connaît de nos jours, qui de mieux qu'une enfant peut nous dire ce qu'elle pense de son monde?

- Pourquoi acceptes-tu de raconter ton histoire?
- Ça pourrait changer un peu le «mode de vie» des personnes en difficulté. Mes réponses pourraient les éclairer.
- Veux-tu t'adresser aux adultes ou aux enfants?
- Aux adultes, en particulier.
- Quelle est ton histoire?
- Je suis née à Québec dans une famille de trois enfants. J'ai un frère de quinze ans, une soeur de sept ans et moi, j'ai douze ans. Quand j'étais en première année, ma mère s'est suicidée: j'avais 6 ans et j'ai eu beaucoup de peine. Aujourd'hui, je n'aime pas en parler, ça me met en colère. Ensuite, nous avons déménagé, mon père s'est remarié, puis s'est séparé. J'aime pas ça raconter ma vie!
- C'est quoi la vie, pour toi?
- Bof, c'est rien. Pour moi c'est pas important, j'aurais aimé ne pas naître du tout. La vie pour les animaux, ça c'est important.
- Si tu n'étais pas là, qui s'occuperait des animaux?
- Ben! Dieu c't'affaire!
- Depuis quand as-tu perdu goût à la vie?
- Depuis que j'ai vu le taux de méchanceté à l'école et les guerres dans le monde.
- Que veux-tu dire par le taux de méchanceté? Est-ce que tu en as subi?
- Oui!
- Depuis combien de temps te considères-tu comme une victime?
- Un an.
- Que s'est-il passé?
- Des amis ont commencé à «m'écoeurer» dans l'autobus et les élèves de ma classe me rejettent.
- Sais-tu ce qui a déclenché cela?
- Non, ça a commencé lorsque j'étais en 4^e année. Ça fait déjà 3 ans que ça dure. Ils m'ont lancé de la nourriture et ils ont craché dans mes cheveux. Je rentre chez moi remplie de peine et je n'en parle à personne parce que je ne suis pas capable d'en parler. Quand je suis en colère, c'est la porte qui en mange un coup et quand je suis triste, je vais pleurer dans mon lit. C'est là que ma chatte Pénélope me console par son ronronnement. C'est doux à mes oreilles; ça me calme. En plus, elle lèche mes larmes. Je l'aime beaucoup.
- Comment vois-tu la vie, aujourd'hui?
- Je me dis qu'il reste encore beaucoup d'autres épreuves à venir.

Mais je me dis que ça va passer et que ça va arriver quand ça va arriver.

- Comment occupes-tu tes journées?
- Je lis; je me baigne quand il fait chaud ou je fais du patin l'hiver; je joue sur l'ordinateur; j'écoute la télé et je joue avec ma Pénélope. Mes parents me louent des films quand il pleut. Très rarement, je m'amuse avec ma soeur, car ça finit souvent en chicane. Je me mets en colère et elle pleure. Avant, mon frère s'en mêlait et m'engueulait, mais maintenant il est toujours «planté» devant son ordi!
- Quels sont tes rêves d'avenir?
- J'aimerais être vétérinaire et avoir beaucoup de chats. Ou peut-être scientifique... Je ne veux pas me marier.
- Que pourraient faire les adultes pour aider les enfants comme toi?
- Il faudrait peut-être porter plus d'attention aux enfants. Les adultes concentrent souvent leur attention sur n'importe quoi d'autre qui n'a pas rapport: l'argent, les plantes, le jardinage, etc. On ne fait pas assez attention aux être humains!
- De quelle manière peuvent-ils porter plus d'attention?
- Le minimum serait de répondre à nos questions. Des fois, ils ne font même pas l'effort de répondre! Ou d'autres fois, quand il y a un bébé, les adultes concentrent toute leur attention sur lui. Pourquoi tout le monde s'occupe-t-il uniquement du bébé et ne nous accorde pas d'importance? Il y a peut-être un peu de jalousie là-dedans, mais c'est une dure réalité.
- Des parents idéaux seraient comment?
- Quand je suis triste, ils pourraient me consoler en me prenant dans leurs bras.
- Tu m'as dit que tes parents sont séparés et que ça t'attriste.
- Oui, j'aimerais mieux qu'ils vivent ensemble.
- Crois-tu qu'être séparés ça change quelque chose dans leurs sentiments à ton égard?
- Non.
- Alors qu'est-ce qui fait que ça change quelque chose à ta vie?
- Ils sont stressés et stressants. Ils sont toujours sur les nerfs pour des choses comme le fait que la maison n'est pas toujours rangée et propre. Mais on (les enfants) pourrait peut-être s'en occuper et se forcer pour bien s'entendre.
- Que dirais-tu aux personnes qui traversent de grandes épreuves dans la vie?
- Lâchez surtout pas!

L'adoption à travers les siècles

Robert BEAUPRÉ

Au début du 17^e siècle, saint Vincent de Paul organisait des ressources afin de protéger les orphelins des nombreux actes de cruauté dont ils étaient victimes. La coutume voulait qu'on abandonne les enfants sur le parvis de l'église. Il n'était pas rare que de nombreux bébés ainsi abandonnés soient recueillis par des mendiants qui les estropiaient dans le but de les exploiter. Il était plus payant de mendier avec un enfant infirme.

Au Moyen Âge, les Cathares privilégiaient un enfant bâtard à un enfant légitime. Selon eux, le monde est une création du diable et donner volontairement la vie à un enfant constitue un acte contre la nature divine de l'âme; c'est enfermer sciemment un oiseau libre dans la boue. Leur clergé, les Parfaits, était composé uniquement de disciples ayant renoncé au mariage et vivant dans la chasteté. Les orphelins élevés sous la protectrice, jalouse de cette élite, se préparaient dès leur enfance aux plus hautes fonctions de la secte.

Daniel Fournier, anthropologue, nous dresse un portrait de la condition des orphelins dans la période du milieu du 19^e siècle à nos jours. «Vers 1830, les liens de réciprocité dans la paroisse entre voisins étaient très fréquents et le problème de l'adoption ne posait pas de problèmes, nous dit-il. La paroisse, c'est aussi des clans familiaux. Alors que la solidarité paroissiale se désagrègeait à cause de la compétitivité pour l'acquisition de nouvelles terres de plus en plus rares, la parenté prenait la relève».

Puis vint l'industrialisation et le boom démographique des villes. À cette époque, comme il n'y a plus de terres, il ne reste plus aux hommes que la coupe de bois, les mines ou le travail en manufacture. Les trois se révèlent des emplois précaires. Les ouvriers n'ont pas les moyens d'adopter des orphelins. «C'est durant cette période que s'accroît la création d'orphelinats, précise Daniel Fournier. La famille s'est désagrégée avec l'urbanisation et l'arrivée de l'automobile. Les liens devenaient plutôt sociaux».

La seconde guerre, comme c'est souvent le cas avec les guerres, a stimulé l'activité économique. L'instabilité prenait fin pour la période des années 40 à 70. Avec la Révolution tranquille, le

gouvernement prend en charge les orphelins. Le gouvernement fédéral donne aux provinces des subventions pour les enfants victimes de déficiences intellectuelles. Certaines institutions religieuses, flairant des rentrées d'argent inespérées, vont faire passer des enfants normaux pour déficients intellectuels. C'est la honte de notre histoire nationale: les enfants de Duplessis. «Malgré l'arrivée de la contraception efficace, dans les années 70, poursuit Daniel Fournier, le problème de l'adoption persiste dû à l'effondrement de la famille causée par la libération sexuelle et la hausse des divorces. Il y a moins d'orphelins, mais il y a encore moins de familles d'accueil».

Daniel Fournier affirme que «nous sommes devenus de plus en plus une société d'étrangers. Les liens primaires se sont relâchés et une solidarité nationale s'est développée par compensation. On demande à l'État de fournir la sécurité jadis fournie par la famille: l'assurance maladie, les services sociaux et ceci inclut l'adoption ainsi que l'éducation secondaire gratuite».

En conclusion, Daniel Germain nous rappelle que «la multiplication des suicides chez les adolescents, tout comme le problème de toxicomanie chez les jeunes, laissent entendre que, depuis au moins un quart de siècle, l'encadrement affectif des enfants semble déficient. De plus, la situation de l'adoption ne s'améliore pas pour autant, puisque maintenant, dans le couple, les deux travaillent. Qui pourrait s'occuper d'un autre enfant?»

Prière au Saint-Esprit

Saint-Esprit, toi qui résouds tous les problèmes, toi qui éclaires tous les chemins pour m'aider à atteindre mon but, toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal que l'on fait, toi qui te trouves à mes côtés dans toutes les circonstances de la vie. Je veux, par cette courte prière, te remercier pour tout et te confirmer une fois de plus que je ne voudrais pas être séparé de toi, même en dépit de toutes tentations matérielles illusoirs. Je veux être avec toi dans la gloire éternelle. Merci pour ta miséricorde envers moi et les miens.

Vous devez réciter cette prière pendant trois jours consécutifs. Ensuite, la faveur demandée vous sera accordée, même si elle vous paraît difficile à obtenir.

Vous devez alors publier cette prière, y compris les instructions, immédiatement après que votre souhait a été exaucé, mais sans mentionner la nature de votre vœu. Seulement vos initiales devront apparaître à la fin de cette prière. D.A.



ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC



Bon 10^e anniversaire

André Boulerice

Secrétaire d'État à l'Accueil
et l'Immigration et Député
de Sainte-Marie-Saint-Jacques

1951, boul. de Maisonneuve Est
Bureau 001
Montréal, Québec

H2K 2C9

Tél. : (514) 525-2501

Télééc. : (514) 525-5637

Courriel : abcomte@videotron.ca

Propos de flos

Pierre DEMERS

Ce n'est pas facile de faire parler les enfants. Ils se méfient de plus en plus de nous, les adultes. Surtout quand ils sont seuls à nous répondre. En allant recueillir ces propos auprès de certains jeunes du centre-ville de Montréal—avec la collaboration d'Audrey Côté pour prévenir justement cette méfiance—je me sentais dans la peau du comédien allemand Peter Lorre, qui joue un assassin de fillettes dans *M le maudit* (1931) de Fritz Lang, le premier film à traiter de ce sujet.

Bref, aux enfants que j'ai croisé sur la rue ou dans les parcs j'ai posé trois questions très générales—empruntées au film russe *Anna*. Trois questions qui permettent de deviner des choses sur ce qu'ils pensent de la vie et de leur avenir. Des questions qui embêtent autant les adultes que les jeunes : des questions pièges, en somme. Celles qu'ils préfèrent, je pense. Leurs réponses sont toujours brèves, mais significatives. Les questions sont les suivantes: 1- Qu'est-ce qui te fait le plus peur dans la vie? 2- À quoi tiens-tu le plus? 3- Quel est ton plus grand désir?

Justin, 10 ans, rencontré rue Ontario avec sa mère et son frère Joël, 8 ans.

- 1- Après avoir hésité longtemps et en jetant un coup d'œil sur sa mère... «Avoir une maladie mortelle...»
- 2- «Ma famille au complet, mes tantes et mes oncles aussi».
- 3- «Me rendre aux olympiques. Je pratique la lutte depuis déjà quelques années».

Joël, 8 ans, le jeune frère du précédent.

Il répond aux questions plus rapidement et plus spontanément que son frère.

- 1- «Les voleurs. On s'est fait voler chez nous. C'est pas drôle. Ils ont volé tous mes jeux. On s'est fait voler aussi au chalet».
- 2- «Ma famille. Les mêmes que mon frère».
- 3- «Avoir un ring de lutte».

Michael, 11 ans, rencontré seul, sur le trottoir rue Saint-Denis.

- 1- «J'ai peur des araignées. Quand elles marchent on dirait qu'elles veulent nous attaquer».
- 2- «Mon père et ma mère».
- 3- «Moi, je veux avoir un million de dollars. Avec, je vais acheter trois maisons, trois «chars», un «go kart». Le reste je le place à la banque».

Sifan, 13 ans, rencontrée aux Habitations Jeanne-Mance, dans la cour arrière.

Elle se méfie de nous malgré son air décidé et sûr d'elle. Pendant qu'elle nous parle, son père au loin arrive et l'interroge sur nous, tout en lui demandant d'aller chercher sa sœur et de rentrer tout de suite à la maison.

- 1- «J'ai peur de rien, moi».
- 2- «Tout... je ne sais pas».
- 3- «Je ne pense pas à ça, moi».

Silani, 9 ans, les yeux vifs, brillants, intelligents, rencontrée aussi dans la cour arrière des Habitations Jeanne-Mance.

- 1- «Un rêve qui me fait peur et qui peut arriver à chaque soir que je me couche».
- 2- «Un beau gros robot automatique».
- 3- «De l'argent, peut-être 100\$, pour m'acheter des choses, des vêtements, des robots, des toutous, toutes sortes de choses».

Suite à la page 31

PROGRAMMATION AOÛT

Sam. 4 août
French Connection
-Hip Hop-

Vend. 10 août
Ipsofacto
-World-

Sam. 11 août
Soirée Africaine
-artistes variés-

Vend. 17 août
Bénéfice
Québec/Africa
-artistes variés-

Sam. 18 août
Asoto
-World Beat-

Vend. 24 août
à déterminer

Sam. 25 août
Yelen
-Africa Beat-

Jeu. 30 août
Guy Girard

FRANCOFFOLIES

Jeudi 2 août
Soirée Ragga-Flow
DJ Horg
et
Kulcha Connection

Vend. 3 août
Volume 10 et Dilemme
-rock franco-

**info
booking
&
location
523-0622**

Centre de diffusion artistique
900
Ontario Est
www.cam.900/cd
523-0622

Événement MAJEUR à venir: FESTIVAL JEUNESSE/ artistes variés DU 2 au 7 oct.



Gina MAZEROLLE
Camelot au Carré St-Louis

Coffre à jouets

Depuis le mois de février, les habitants du Plateau Mont-Royal ont accès à une joujouthèque, *Le coffre à jouets*, qui fait partie des *Ateliers d'Éducation Populaire*. Elle est située au 4273, rue Drolet (entre Marie-Anne et Rachel). *L'itinéraire* s'est entretenu avec quelques mamans qui fréquentent cette joujouthèque depuis le début.

Lise Henry, responsable du volet famille explique: «*Du côté du quartier St-Louis/Miles-end, il y avait un manque de ressources pour la petite enfance comme on avait constaté lors du forum sur le virage ambulatoire organisé par le CLSC St-Louis du Parc. C'est de là que l'idée est venue aux Ateliers de mettre sur pied la joujouthèque, qui fait partie du développement du volet famille.*»

Les jouets sont des outils d'apprentissage pour le développement des enfants mais tous ne peuvent pas s'en procurer facilement; alors, la joujouthèque est là. «*Pour les jouets de Jean (20 mois), précise sa maman Amalia, je fréquentais les bazars, les Dollorama et il y avait aussi les petits cadeaux des amis. Grâce à la joujouthèque, la quantité de jouets offerts augmente.*» «*Quand on fréquente la joujouthèque, on renouvelle continuellement les jouets des enfants, surtout quand ils sont petits, sans que cela ne coûte des sommes astronomiques*», dit Isabelle, mère d'une petite Jade qui a aussi 20 mois.

Isabelle Henry a rencontré une maman membre de la joujouthèque *Le coffre à jouets*: «*Elle me disait avoir loué la grande maison de poupée et qu'elle avait avisé sa fille qu'une belle surprise l'attendait à la maison.*» C'est donc très intéressant car c'est un peu une fête à chaque fois. Moyennant 5\$ pour être membre des Ateliers et des frais d'abonnement de 15\$ ou encore 30\$ pour une famille de deux enfants et plus, les parents peuvent emprunter les jouets qu'ils désirent. C'est un projet collectif destiné à la collectivité et réalisé grâce au personnel, aux bénévoles et aux parents.

Ce sont des jouets, pour la majorité, destinés aux enfants de 0 à 12 ans. Christine, maman du petit Louis de 20 mois dit: «*Les gens pensent souvent que les joujouthèques s'adressent seulement aux petits alors qu'en fin de compte, on y trouve des jouets pour les enfants jusqu'à 12 ans.*» Lise Henry donne des exemples de jeu: «*jeu d'éveil, casse-tête, jeu de motricité et d'imitation, instrument de musique, jeu de société version junior, poupée, etc. Venez voir par vous même. La joujouthèque a été montée grâce à des dons privés et publics. Nous acceptons toujours des jouets.*»

À la joujouthèque, les membres ont droit à deux jouets par enfant pour une période maximale de quatre semaines. On peut retourner les jouets n'importe quand à l'intérieur de cette période et en reprendre d'autres. Pour les jouets à piles, celles-ci ne sont pas comprises. Pour les retards, il y a une amende de 0,25\$ par jouet par jour ouvrable. S'il manque un morceau, la joujouthèque demande une simple contribution volontaire. Une amende de 5\$ à 30\$ est imposée pour un jouet manquant. Lise précise: «*C'est le même principe qu'une bibliothèque sauf qu'on y emprunte des jouets au lieu des livres.*»

Lise poursuit: «*Les jouets les plus populaires sont les gros morceaux comme les jouets Fisher-Price et la V-Tech, par exemple. Par contre, on est très vigilant pour s'assurer que les jouets sont sécuritaires et en très bon état. Grâce à l'équipe de L'Intégral (un groupe de personnes adultes handicapées), les jouets sont soigneusement désinfectés. Une infirmière du CLSC a même trouvé que les jouets étaient bien nettoyés. Notre local n'est pas assez grand pour la quantité de jouets qui s'y trouve et la fréquentation qu'on y remarque. On a fait de la publicité et le bouche à oreille fonctionne à merveille. Plus il y aura de bénévoles et plus les heures d'ouvertures seront variées. La joujouthèque est prise en charge par les parents et dépend de leur disponibilité. On offre le service de halte-garderie pendant que les parents sont occupés à leur bénévolat.*»

En conclusion, Lise explique: «*On voudrait s'agrandir, on voudrait offrir un plus grand éventail de matériel de puériculture comme des chaises-hautes, poussettes, parcs et sièges d'auto pour enfants. Nous avons une quarantaine d'inscriptions jusqu'à maintenant. Il y a même des grand-mamans qui sont membres dans le but de mieux recevoir leurs petits-enfants chez elles.*»

Les joujouthèques sont écologiques à cause du recyclage et de la récupération des jouets. L'emprunt de jouets va aussi à l'encontre de la surconsommation. C'est une bonne façon de tester les goûts, les intérêts des enfants et la qualité des jouets.

La joujouthèque est ouverte le mardi et le mercredi de 10h à 12h; le jeudi de 13h à 15h et de 17h à 19h; le vendredi de 13h à 15h. Pour plus de renseignements, téléphonez au (514) 350-8881.

Service d'écoute pour personnes en détresse



Une écoute respectueuse, anonyme et confidentielle

**24 heures/jour
7 jours/semaine
Bilingue**

Le 300^e anniversaire de la Grande Paix de Montréal: Autochtones et non autochtones sont-ils quittes pour autant?

Pierre HAMEL

Plus qu'une simple commémoration, cet anniversaire suscite une réflexion sur le présent et l'avenir des rapports entre Blancs et Autochtones. Des tensions perdurent. Elles débouchent parfois sur un affrontement violent sans que cela ne mène pour autant à une crise. Pour les moyens: la coexistence de différents peuples, ne passerait-elle pas par l'esprit et les techniques de la non-violence? Quant à la fin: l'équité dans les rapports entre nations et groupes sociaux reste à atteindre!

«C'est par nous autres qu'il fallait commencer. Ne craignez-vous point de tomber, n'ayant rien de solide où poser vos démarches?», disait un chef agnier (1).

Ce cri du cœur d'un dissident de l'époque trouve peut-être encore écho parmi les Premières Nations, dont l'infériorité numérique rend ardu le corps à corps avec les gouvernements et les multinationales.

«Au Québec et au Canada, les titres aborigènes de propriété de la terre n'ont jamais fait l'objet de cession par traités. Exception faite de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en 1975, la Convention du Nord-Est québécois, en 1978 et, plus récemment, du projet de traité avec les Nisgâas de la Colombie-Britannique», déclare Gerry Pascal, responsable du dossier autochtone au Centre de ressources sur la non-violence. «L'esprit et la lettre de l'accord tripartite Québec/Ottawa/Cris et Inuits sont loin d'être respectés et appliqués intégralement. Pensons, par exemple, aux coupes à blanc justement dénoncées par Richard Desjardins dans son film L'erreur boréale».

Ile de la Grande Tortue

«Vivant depuis des millénaires en terre d'Amérique ou «île de la Grande Tortue», les autochtones sont aujourd'hui minoritaires. Ils représentent environ 60 000 ou 70 000 personnes pour une population de plus de 7 millions de Québécois. Peu importe leur poids

démographique, les Premières Nations possèdent un droit inhérent à l'autonomie gouvernementale et à son exercice sur un territoire donné», renchérit Gerry Pascal, un militant des droits sociaux de longue date. «Tout tient à tout. Tout est interrelié!», s'écrie-t-il pour justifier son militantisme tous azimuts.

La notion de territoire est fondamentale. Dans la mentalité amérindienne, le concept de propriété terrienne n'a pas cours. Les individus appartiennent à la terre et non pas l'inverse. Tout un renversement de perspectives!

«Au plan historique, l'événement dont on célèbre l'anniversaire, fournit une indication de l'ampleur de ce qui a été fait et, surtout, de ce qui peut encore l'être, en termes de cohabitation, malgré les querelles et les tensions de tous genres».

Dans *La Grande Paix de Montréal, les voies de la diplomatie franco-amérindienne* (2), Gilles Havard décrit l'ambiance régnant à ce moment-là dans la petite ville d'environ 1 000 habitants. «À l'été de 1701, Montréal devient donc le centre politique du Nord-Est américain. Pas moins de mille trois cents délégués amérindiens y affluent et confèrent à la cité un visage bigarré et cosmopolite. Les rituels, les discours et les festivités s'entremêlent, et c'est dans un climat d'effervescence que se déroulent les journées de cette conférence dont l'enjeu majeur demeure la conciliation et la paix».

«Une chose est sûre, poursuit l'auteur, en négociant des traités avec les nations amérindiennes, les Européens, même si telle n'était pas leur vision, reconnaissaient de fait le caractère souverain de ces nations. Ce sont quarante acteurs souverains, indépendants sur le plan politique, qui participent à la conférence de 1701, et le traité de Montréal est ainsi porteur d'une réalité historique que les événements de l'été 1990 à Kanesatake [Oka] ont rappelé avec fracas: on ne peut parler, dans le Canada contemporain de «deux peuples fondateurs»—les Anglais et les Français—et passer sous silence ce passé et ce présent amérindiens. Les autochtones constituent une pièce fon-

La Chorale de l'Accueil Bonneau

Information
pour nos concerts,
activités et nouveau CD
845-5666

<http://itineraire.educ.infinet.net/bonneau>



Députée de Mercier
Nathalie Rochefort

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

1012, rue Mont-Royal est
Bureau 102
Montréal (Québec) H2J 1X6
Tél.: (514) 521-NATH (6284)
Télécopieur: (514) 521-0147
nrochefort@assnat.qc.ca

damentale de la réalité canadienne, et ils l'affirment aujourd'hui avec l'assurance d'un peuple conscient de son rôle historique».

Il y a loin de la coupe aux lèvres, estime Gerry Pascal. «Je ne peux m'empêcher de penser à la lutte à laquelle j'ai été mêlé, des Innuat (Montagnais) de Maliotenam, près de la rivière Moisie sur la Côte-Nord, contre le barrage sur la Rivière Sainte-Marguerite (SM3). Afin d'en arriver à la reconnaissance d'une base territoriale pour la nation innue, des négociations sont en cours avec le gouvernement fédéral et celui de Québec».

Adeptes de la non-violence, Gerry Pascal loue l'«imagination créatrice et l'inventivité» des Cris par l'odyssée de l'Odyack, en 1990, contre le projet Grande-Baleine (voyage de 15 000 milles en canot jusqu'à New York). Ce n'était pas pour dénigrer le Québec mais pour affirmer leurs droits. Et les Cris sont impliqués dans le différend du bois d'œuvre, en plaidant devant le département américain du commerce: le Québec est accusé d'encourager la surexploitation de la forêt boréale par des droits de coupe trop bas.

Les Micmacs de Burnt Church, au Nouveau-Brunswick, dont les conditions de vie ont une incidence directe sur la «Crise du homard», illustrent également la difficulté d'être amérindien en ce pays. Dans sa chronique *Éthique et religions*, Jean-Claude Leclerc écrit dans *Le Devoir* du 5 mars dernier, «Tout le Canada et les autres pays ont pu voir l'an passé à la télévision ces scènes saisissantes de vedettes rapides fonçant en mer sur des embarcations de pêcheurs micmacs. À en croire cependant un groupe international d'observateurs religieux, sous les apparences d'un conflit juridique, le Canada a mené contre cette minorité une persécution aussi brutale qu'illégale»(3).

Pourparlers

Les Premières Nations sont réparties en 52 communautés et occupent 14 770 km². Un tiers des autochtones parle le français. Les autres ont l'anglais comme langue d'usage. Trente-sept pour cent des locuteurs s'expriment également dans une langue autochtone (4). En 1982, l'Assemblée nationale du Québec a reconnu l'existence, chez les Amérindiens et les Inuits, de onze nations distinctes. Le gouvernement et la société québécoise ont-ils, à ce moment-là, effectué un réel virage?

«Tout ce qui a un impact positif sur les relations intercommunautaires est bienvenu, commente Gerry Pascal. Toutefois, si les rapports intercommunautaires ne sont pas marqués au sceau de la justice, si les droits humains, individuels et collectifs, ne sont pas totalement respectés, il ne peut y avoir de paix véritable. Prenons l'exemple des Innus (les Montagnais comme les appellent les franco-

phones)! En un sens, ils sont plus près de ces derniers, ayant choisi le français comme langue seconde. La langue étant porteuse d'une culture, entendue en son sens élargi de mode de vie, nous tenons sans doute une base solide de départ. Une meilleure compréhension réciproque est possible. Mais une chose reste fondamentale: il faut arriver à un accord de nation à nation, équitable pour toutes les parties».


Dans le cadre du dossier dans *Le Devoir* (5), *Les autochtones et nous*, Dominique Collin écrit: «L'ennemi a changé: ce n'est plus le Blanc, c'est l'ignorance, la complaisance, le découragement... et on en vient à bout». Changement de paradigme, on ne peut plus porter d'avenir!

«Aujourd'hui comme hier, il faut bâtir la paix et reprendre, comme ce fut le cas il y a trois cents ans, la grande ronde de négociations ayant mené au traité de Montréal», conclut Gerry Pascal.

- (1) Cf. *La Grande Paix. Chronique d'une saga diplomatique*, p. 119. Alain Beaulieu et Roland Viau, illustrations originales: Francis Back. Libre Expression, Montréal, 2001.
- (2) Éditions Recherches amérindiennes au Québec, 1992. (Citations utilisées dans cet article: pp. 129-188).
- (3) Jean-Claude Leclerc. *ÉTHIQUE ET RELIGIONS*: «Des observateurs religieux témoignent de l'hostilité d'Ottawa envers les pêcheurs micmacs», *Le Devoir*, le lundi 5 mars 2001.
- (4) «La notion de territoire», Serge Cabana, *Le Devoir*, 22 février 1999.
- (5) «Chant du tambour, cloche d'école», Dominique Collin, *Le Devoir*, 7-8 juillet 2001, A9.

pierlafleurhamel@yahoo.com 

Corde à linge
Montréal
RÉPARATION ET INSTALLATION
DE CORDE À LINGE
WE INSTALL AND REPAIR CLOTHESLINES
INSTALLATION ET REDRESSÉMENT
DE PÔTEAUX
WE PUT UP & STRAIGHTEN UP POLE
François Pilon
B.P. 63533, succ. Van Horne
Montréal, H3W 3H8
Tél.: (514) 731-7261
Télec.: (514) 737-6447
Cellulaire: (514) 591-7542
Courriel: fpilon@irisco.net

BonSecours Inc.

Centre de réhabilitation pour démunis
alcooliques/toxicomanes de 25 ans et plus
Nouvelle adresse
Admission de 9 à 16 heures
11130, Boul. Pie IX
(514) 935-8882

Quand l'art change le monde

Patrice McDONALD

L'Action terroriste socialement acceptable (ATSA) est devenue un organisme sans but lucratif en 1997, inspiré par la vision d'un jeune enfant n'ayant pas de bas dans ses souliers en plein mois de décembre. Fondée par Pierre Allard, de formation en arts visuels et en cinéma, et Annie Roy, danseuse et chorégraphe, l'ATSA a pour mandat la création d'interventions urbaines qui questionnent, rassemblent et mobilisent la communauté.

L'action «terroriste»

Ayant appris que *La Maison du Père* avait besoin de 107 paires de bas par jour et que parallèlement les banques canadiennes annonçaient des profits de 7,5 milliards de dollars, l'ATSA a développé ses actions «terroristes» et a lancé plusieurs projets: la «banque à bas», à partir de décembre 97, où les gens étaient invités à déposer des paires de bas pour les personnes démunies; «L'État d'urgence», à partir de décembre 98, alors qu'un authentique camp de réfugiés avait été érigé sur le parvis de la Place des Arts. Plus récemment, en avril 2001, au *Sommet des Amériques*, l'ATSA a mis sur pied *Le Sommet Désillusions*—arborant des poussettes noires qui se découpaient dans le ciel bleu. L'ATSA voulait ainsi redonner une voix aux générations futures sur lesquelles les conséquences de nos pactes internationaux actuels retomberont.

Parc industriel

Du 17 août au 4 septembre, l'ATSA organise un «faux site archéologique» au coin des rues Sherbrooke et Clark. Des mégastructures architecturales seront érigées sur le site de l'événement, composées exclusivement de ballots d'une tonne de matériaux recyclés. Cette exposition urbaine permettra aux visiteurs de se familiariser avec les aléas de la consommation et, surtout, avec ce qu'elle représente en matière de déchets: «On est mis en situation, comme si on était en 3999, et qu'on se retrouve devant cette société disparue, qui s'avère être nous maintenant, explique Annie Roy. Ce qu'on veut faire comprendre aux gens, c'est qu'on peut faire quelque chose. Qu'il est possible de vivre et de trouver des alternatives responsables face à notre planète», poursuit-elle. Des kiosques d'information seront sur les lieux tout au long de l'événement, traitant de thèmes relatifs à l'environnement et l'écologie. Ce que vise l'ATSA, c'est non seulement de sensibiliser aux différents moyens qui existent pour sauvegarder la nature, mais aussi de faire changer le comportement des gens. «C'est bien beau de se dire «c'est ben effrayant», mais ce n'est pas tout. C'est possible de changer nos habitudes de vies: il y a des ressources», déclare Annie.

suite à la page 31

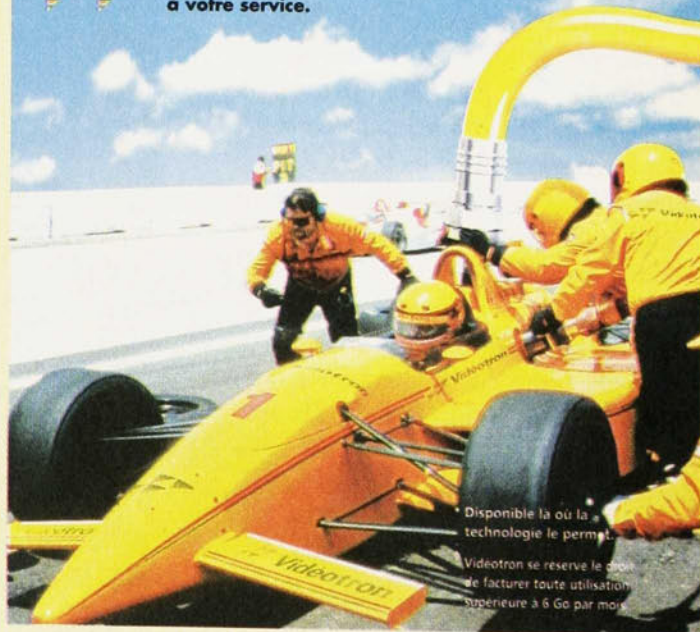
**L'Internet haute vitesse
par câble* de Vidéotron**

**Plus vite,
plus l'fun !**

- NAVIGATION ULTRA-RAPIDE
- ACCÈS GARANTI EN TOUT TEMPS
- TEMPS D'UTILISATION ILLIMITÉ†
- LIBÈRE VOTRE LIGNE TÉLÉPHONIQUE

**(514) 281-6661 ou
1 888 281-6661**

<http://internet.videotron.ca>



Le Silo est vide



Nancy ROUSSY

À l'heure où le gouvernement du Québec annonce une trombe de millions de dollars en aide alimentaire de dernier recours, certains services alternatifs sont sur le point de fermer boutique pour une question d'à peine quelques milliers de dollars. Le *Silo*, une

des rares banques alimentaires axées sur les démunis de moins de 25 ans, frôle de très près une fermeture prématurée.

Carole Cloutier, coordonatrice et bénévole au *Silo* et autrefois elle-même bénéficiaire, déplore l'arrêt possible de ce service, qu'elle considère plus qu'essentiel: «*Si le Silo ferme ses portes, c'est environ 80 personnes par semaine, à peu près tous des jeunes de la rue, qui n'auront pas d'autre recours pour trouver de la nourriture. Nous, nous n'exigeons aucune carte, comme la carte d'aide sociale qu'on doit présenter dans d'autres banques alimentaires, aucun renseignement personnel. Nous ne refusons personne*», explique Carole. En effet, le *Silo* a la particularité d'être accessible à des jeunes qui vivent dans la rue, qui squattent, ou qui sont tout simplement trop pauvres pour se permettre de manger à tous les jours et qui sont souvent refoulés dans les autres services de banques alimentaires à cause de leur âge, du refus de s'identifier, du manque de logis ou de «*preuve de pauvreté*», ou pire tout simplement à cause de leur «*look*». Et comme la politique de *Silo* est de ne refuser personne, des adultes de tous âges profitent aussi de ce service.

Le fonctionnement est très simple: tous les mardis, un camion va chercher la nourriture à *Moisson Montréal*. Les bénévoles s'installent à *L'X*, au 182, rue Ste-Catherine Est, qui offre gratuitement ses locaux. Les jeunes viennent donner leur prénom et la première lettre de leur nom de famille pour recevoir de la nourriture. Lorsque le camion arrive, ce sont les jeunes eux-

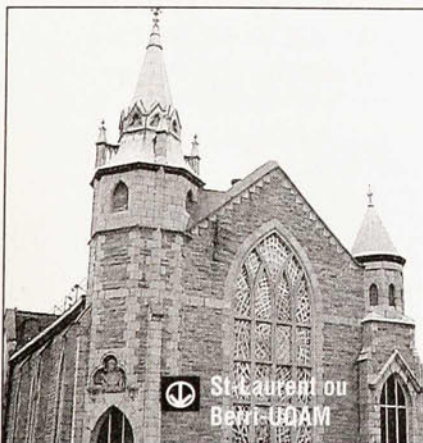
mêmes qui le déchargent. Par la suite, la nourriture est inventoriée et distribuée équitablement aux jeunes selon leur situation: une jeune femme enceinte ou une mère accompagnée d'un ou de plusieurs enfants recevra davantage de produits laitiers et de légumes, une personne sans logis recevra plus de conserves, etc.

Toutefois, le *Silo* est plus qu'une simple banque alimentaire: c'est aussi un petit coin où, pendant quelques heures, les jeunes peuvent se reposer à l'abri, où Carole informe les futures mamans sur les ressources aux femmes enceintes, et plus encore. Pierre, un bénévole autrefois bénéficiaire dit en ricanant: «*Carole a une chemise en papier buvard: il y en a plusieurs qui pleurent sur son épaule. Parce qu'on sert aussi à ça. Et il n'y a pas beaucoup de service comme celui-ci*».

Alors quel est le problème? Les coffres sont à sec et le *Silo* n'a plus d'argent pour payer le seul service payant: le camion. *Il ne s'agit pourtant que d'un petit 40\$ par semaine pour nourrir 80 personnes*, déplore Carole Cloutier. *Chaque année, nous tentons de faire un spectacle bénéfice mais l'argent amassé n'est pas suffisant cette année et nous n'avons présentement plus de ressource puisque le Silo, en tant que recours alternatif, n'est pas subventionné. Présentement, nous devons faire ce que nous détestons le plus: demander 1\$ à chacun pour pouvoir payer le camion. Mais ce n'est pas normal de quémander aux personnes que nous aidons alors qu'elles sont là justement parce qu'elles n'ont rien!*

Le *Silo* en est lui aussi à son dernier recours et doit demander de l'aide à son tour. Si vous désirez aider ce service de banque alimentaire, vous pouvez envoyer vos dons au nom du *Silo*, au *Projet d'intervention auprès des mineurs prostitués* (PIAMP, fiduciaire du service), Case Postale 907, Succursale C, Montréal (Québec) H2L 4V2.

urbaine@hotmail.com



Église Unie Saint-Jean

Communauté protestante francophone au cœur de la cité

- + célébration chrétienne dominicale à 10h30
- + ressourcement spirituel et biblique
- + pastorale des mariages

Visitez notre site web:
www.cam.org/~st_jean

110, rue Sainte Catherine Est
Montréal H2 X 1K7
(514) 866-0641

Info RAPSIM

Un événement fort instructif

Le 26 juin 2001, lors d'une réunion du conseil d'administration du CLSC des Faubourgs, les membres du CA ont tenu une discussion fort intéressante sur la position du CLSC à l'égard de la prostitution. Cette proposition fut adoptée le 16 mai 2000 suite à l'échec du projet de déjudiciarisation de la prostitution dans Centre-sud. La discussion du CA portait essentiellement sur le retrait de termes inclus dans cette position.

Cette modification à la position du CLSC faisait suite à des pressions exercées par des résidents sur le CA de l'organisme. Certaines personnes s'étaient présentées au CA du CLSC afin de signifier clairement leur intolérance face aux personnes marginalisées du secteur. Une d'entre elles aurait même déclaré: «Nous ne cohabiterons jamais avec ces gens». Le CA a donc décidé d'aborder le problème en tentant de retirer les mots irritants de leur position sur la prostitution. Il était alors question de retirer le mot «cohabitation» dans la phrase suivante: «promouvoir la cohabitation pacifique des personnes exclues socialement ou marginalisées et des résidents ou commerçants du secteur», une proposition qui aurait lourdement édulcoré leur position. Deuxièmement, il a été discuté de retirer le verbe «supporter» dans la phrase suivante qui parle des travailleurs-euses du sexe: «Il est essentiel toutefois de reconnaître son existence et de supporter les personnes qui en vivent». La substitution de ce verbe par un autre aurait pu édulcorer la position initiale du CLSC face à la prostitution.

Finalement, le CA a décidé de ne pas modifier la position initiale du CLSC relativement à la prostitution mais d'effectuer plutôt une opération de communication pour que celle-ci soit claire et bien comprise par la population.

Que doit-on en retirer?

De cette expérience, nous avons tiré quelques conclusions qu'il devient important de partager d'abord avec tous les membres du RAPSIM, mais également avec toutes les personnes qui travaillent contre l'exclusion.

Nous sommes heureux que le CA n'ait pas modifié sa position. Cependant, au rythme où avance l'embourgeoisement et l'exclusion sociale et économique, il est clair

que d'autres attaques seront menées contre toute position progressiste prise par les pouvoirs publics. Il semble toutefois qu'en proposant de retirer des termes essentiels formulant une position claire et sans ambiguïté sur un sujet aussi important, le CA risquait de prendre une décision allant clairement à l'encontre de la mission du CLSC. Or il est clair que le CA du CLSC des Faubourgs doit agir et prendre des décisions en conformité avec la mission qui lui est confiée.

Comme il est stipulé à l'article 80 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.S.S.S.), le CLSC a pour mission: «*d'offrir en première ligne à la population du territoire qu'il dessert des services de santé et des services sociaux courants, de nature préventive ou curative, de réadaptation ou de réinsertion. À cette fin, l'établissement qui exploite un tel centre s'assure que les personnes qui requièrent de tels services pour elles-mêmes ou pour leurs familles soient rejointes, que leurs besoins soient évalués et que les services requis leur soient offerts à l'intérieur de ses installations ou dans leur milieu de vie, à l'école, au travail ou à domicile ou, si nécessaire, s'assure qu'elles soient dirigées vers les centres, les organismes ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.*»

La portée de cette mission est large et à la fois assez précise pour que nous puissions en tirer la conclusion suivante: dans un dossier comme celui de la prostitution, il est clair que la prévention, les soins, la réadaptation et la réinsertion doivent impérativement faire partie du soutien offert aux travailleurs-euses du sexe. Le CA du CLSC ne peut donc pas prendre de décisions ou de positions allant à l'encontre de ce fait. Et même si le CA du CLSC agissait de la sorte, il le ferait à l'encontre de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Nous comptons donc sur le maintien de cette position initiale et saluons l'effort du CLSC pour que celle-ci bénéficie d'un large appui auprès de la population.

Solidairement,
L'équipe du RAPSIM

Le réseau d'aide

Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal. Tél.: (514) 879-1949

Jean-Pierre Lizotte

Le procès piétine

Léopold Lizotte intente une poursuite

Pierre DEMERS

Au criminel, un procès en 2002?

On ignore vraiment quand s'amorcera réellement le procès des deux accusés dans l'affaire Jean-Pierre Lizotte, passé à tabac devant le *Shed Café* le 5 septembre 1999 et décédé le 16 octobre suivant.

Le 29 janvier 2001 devait avoir lieu l'enquête préliminaire des deux accusés, le policier Giovanni Stante du SPCUM et le videur du *Shed Café*, Steve Deschâtelets. Or, le policier Stante a «perdu» son avocat, M^e Philip Schneider, qui se considérait en conflit d'intérêt pour avoir déjà défendu le principal témoin de la Couronne, Sylvain Fouquette, l'autre policier présent le soir du 5 septembre.

Depuis, les deux accusés, tour à tour, semblent avoir trouvé la formule idéale pour retarder sine die la tenue de leur procès: changer d'avocat tous les six mois. Automatiquement, les nouveaux avocats ont besoin de temps pour consulter les dizaines de boîtes de documents et d'enregistrements sonores de cette affaire qui n'en finit plus de piétiner.

C'est donc le 4 septembre—à la fixation des rôles au palais de Justice de Montréal—qu'on apprendra quand débutera le procès des deux accusés dans l'affaire Lizotte et si les deux comparses ont réussi à se trouver un avocat pour les défendre, évidemment...

Ce retard indu en inquiète plusieurs, dont le frère de Jean-Pierre Lizotte, Léopold Lizotte, qui vient d'intenter une poursuite de plusieurs centaines de milliers de dollars contre la Communauté urbaine de Montréal.

Au civil, une poursuite contre la CUM

En conférence de presse, le 4 juillet dernier, M^e Charles O'Brien et Léopold Lizotte ont expliqué les raisons de leur poursuite de 350 000\$ contre la Communauté urbaine de Montréal et les deux policiers impliqués dans l'affaire Lizotte. Ils ont dénoncé, entre autres, la lenteur des procédures judiciaires et le

camouflage des informations concernant les circonstances de la mort de Jean-Pierre Lizotte. Ils poursuivent le second policier Fouquette impliqué dans l'affaire pour ne pas avoir porté assistance à une personne en danger, comme l'exige la Charte des droits et libertés du Québec, articles 1 et 2.

De plus, Léopold Lizotte, qui purge présentement une peine de prison à Bordeaux, dit se sentir menacé par les gardiens de prison, d'autant plus que certains connaissent bien le policier Stante et savent que le procès peut révéler au grand public les dessous compromettants du travail policier.

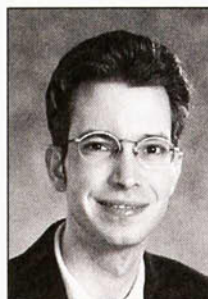
M^e Charles O'Brien a bien voulu nous préciser la démarche de son client et les raisons de sa poursuite contre la CUM et contre les deux policiers Stante et Fouquette. *«Léopold est très malade, il est presque aveugle et vient de subir un triple pontage. Il veut bien sûr savoir ce qui s'est passé avant le décès de son frère. Je crois que c'est légitime dans son cas. De plus, il veut que justice soit faite. Sa poursuite concerne aussi tout le camouflage qui entoure cette affaire. Il est très difficile d'obtenir des preuves et des rencontres avec les témoins. Les boîtes d'enregistrement sont maintenant entre les mains de la Sureté du Québec qui a fait enquête dans cette affaire. On aurait besoin de plus de moyens financiers pour obtenir les permissions de rencontrer les personnes impliquées et pour consulter tous les documents. J'ai réussi, difficilement, à interviewer le commandant Sarrazin et l'inspecteur Provost du SPCUM. Il est très difficile d'obtenir les autorisations des juges pour avoir les résultats des enquêtes. Il y a des blocages partout. Pourtant, il y a eu mort d'homme. Et je sais aussi que du côté criminel, la poursuite avance encore plus lentement. Dans toutes les affaires où des policiers sont accusés, les procédures bloquent. C'est évident que la cause civile est étroitement liée à la poursuite au criminel. Si le procès ne démarre pas, c'est difficile pour nous de procéder. C'est certain que le retard de cette affaire sert les intérêts du système en place et des personnes compromises».*

keaton@videotron.com 

CIRQUE DU SOLEIL



8400, 2^e Avenue, Montréal (Québec) Canada H1Z 4M6



CHAMBRE DES COMMUNES

Bernard Bigras

Député de Rosemont

2105, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)
H2G 1M5
Tél.: (514) 729-5342
Télécopieur: (514) 729-5875



Mots des camelots et amis



**Maxime
Camelot,
Métro Jarry**

L'expédition

J'ai campé quatre jours sur une île sauvage près de Mont-Laurier. Le matin, je me levais tôt et j'admirais les montagnes, café à la main. L'avant-midi, j'allais pêcher mon dîner, un repas succulent de truite de ruisseau. L'après-midi, j'allais me baigner au pied d'une chute, non loin de mon campement, accompagné

par des maringouins très voraces. De retour au camp, je soupais avec les surplus du dîner. Ayant encore bien mangé, question de digérer, je prenais une marche dans les bois. De retour au camp vers la brunante, je faisais un bon feu de camp pour réchauffer l'atmosphère.

J'ai bien apprécié mes journées de vacances en pleine nature dans une région sauvage du Québec. À mon retour à Montréal, j'avais retrouvé des énergies nouvelles. Je me considère chanceux d'avoir un peu temps pour voyager et admirer la nature tout en prenant le temps de vivre.

Je devrais voyager plus souvent car ça garde le cœur jeune!
Bonnes vacances à tous et merci à tous mes lecteurs.



Marcel et l'impasse

**Marcel junior
Camelot,
Papineau SAQ Mont-Royal**

Voici le dernier mot que Marcel Jr. nous a donné. Il semble tout drôle de le publier après sa mort subite mais nous croyons qu'il est important puisqu'il parle de ceux qu'il chérissait le plus au monde: ses deux fils.

Voici mon histoire sans mes enfants Pierre, 15 ans, et Robert, 14 ans. Je suis divorcé depuis 1989. Après mon départ, j'ai inévitablement commencé à reprendre de la drogue et je me suis rendu à l'itinérance. Après un long séjour à *La Maison du Père*, je suis allé à la cour pendant deux ans pour obtenir le droit de voir mes garçons. Le juge a ordonné que je les vois aux deux semaines ainsi qu'à la fête des pères, à Noël et au Jour de l'an (en alternance d'une année à l'autre), à la condition que «ça fasse cinq jours en ligne» que je ne prenne pas de drogue. Mais j'ai eu de gros problèmes avec mon ex-femme qui est maniaco-dépressive et qui avait des hauts et des bas à ce moment-là: elle n'a jamais suivi l'ordonnance du juge. Il y a des fois où j'étais de 3 à 6 mois sans les voir. Mais le plus dur pour moi, c'était à Noël. Je n'ai jamais pu les voir comme il avait été convenu. Alors, à Noël, au Jour de l'an et à la fête des pères je me soulais la gueule et je me droguais. C'est pourquoi je suis devenu un robineux. Aujourd'hui, mes deux garçons sont placés. Je peux les voir avec certaines restrictions que j'observe, merci mon Dieu! Tous les trois, on s'adore.



Le Grand Prix du Canada

**Pierrette Jeanneault
Amie du groupe**

Je suis allée rue Crescent voir les *Ferrari*, les *Porsche* et les kiosques qui offraient des chandails, des casquettes et des souvenirs de chaque écurie. J'ai vu une auto spéciale, avec le volant à droite, venant d'Angleterre. C'est drôle à voir parce qu'ici, en Amérique, toutes les voitures ont le volant à gauche.

Le vendredi soir

L'après-midi, j'ai visité les écuries *BAR*, *Ferrari* et *McLaren*. J'ai vu aussi de luxueuses *Lamborghini* et d'immenses 4x4 *Hummer* avec de très gros pneus.

Le samedi

Je me suis levée tôt. J'ai déjeuné avec des amis qui m'ont ensuite amenée au Grand Prix. J'ai accédé au site vers 11h45. Vers 13h, au signal du départ, j'avais des frissons sur tout le corps. J'ai «trippé» comme jamais je n'avais «trippé» auparavant! C'est bruyant comme le tonnerre et ça va vite comme l'éclair. Le lendemain matin, j'étais tellement fatiguée que j'ai dormi toute la journée pour récupérer.

Le dimanche

SOLUTIONS de la page 34

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	D	I	L	A	P	I	D	A	T	I	O	N	M	A	
2	O	M	I	S	S	I	O	N	N	U	A	G	E	S	
3	L	A	S	A	N	E	M	E	R	T	E				
4	O	G	O	O	U	E	M	I	S	A	I	N	E	S	
5	R	I	U	T	O	P	I	E	L	O	I	R			
6	I	N	O	P	I	N	E	E	D	N	A	N	A		
7	S	E	U	L	E	L	P	E	D	A	L	E	S		
8	M	M	I	R	O	I	T	E	R	L	I	S	T		
9	E	M	I	R	S	C	A	T	B	I	T	T	E		
10	B	A	T	S	A	R	C	O	T	E	R				
11	S	A	K	E	U	N	A	N	I	M	E	M	O		
12	O	B	M	U	E	U	E	L	E	L	O	I			
13	F	A	M	E	S	R	D	I	C	A	I	D			
14	U	N	A	U	F	E	S	C	A	R	O	L	E		
15	R	E	N	S	E	I	G	N	E	E	I	S	I	S	



Regard d'enfant

Sylvio Hébert

Camelot,

Métro Mont-Royal angle Bordeaux
et Caisse Pop, rue Rachel et Papineau

Je me définis comme artisan itinérant recherchant le pourquoi des choses. Je suis un artisan par ma vision des choses, par mon aisance pour tous les métiers ou les cheminements de la vie.

Itinérant a un juste regard des problèmes sociaux vécus par la communauté. Ce regard m'apporte des réponses à des questions existentielles.

Est-il normal d'avoir tant de richesse et de si mal s'en servir? Est-il normal qu'un jeune en fin de secondaire ne sache pas où se diriger parce qu'il n'a pas appris à bien se connaître?

Je suis un «enfant résilient» et je souffre de voir des enfants qui ne mangent pas à leur faim ou ne reçoivent pas toute l'attention et l'affection dont ils ont besoin. Pour nous sortir du marasme, nous devons veiller de plus près au développement de nos enfants et instaurer le «revenu garanti pour tous».

Je trouve dans *L'itinéraire* un outil, un moyen courageux, pour quelqu'un qui veut se prendre en main et surtout ne pas «quémander» tout le temps et se sentir «rapetisser» par le regard des autres.

Ce que je recherche dans *L'itinéraire* depuis deux ans: une voix et une certaine stabilité. Je possède toujours le regard de l'enfant. Je suis encore capable de m'émerveiller devant un enfant, un adulte, un objet...

suite de la page 26

Des jeunes de la rue, ainsi que des bénévoles d'Éco-quartier travailleront ensemble à la construction du site. «Tout ce beau monde-là formera une petite famille, c'est de la révolte, mais c'est constructif», ajoute Annie rieuse.

Et l'avenir?

Annie nous annonce que l'ATSA prépare présentement son prochain événement pour le mois d'octobre. Il s'intitulera *Espace Émergent*: «Pour que des artistes prennent d'assaut des lieux vacants, l'ATSA envahira le troisième étage de l'immeuble AMCAN coin Pie IX et Ontario. Ils mettront sur pied une grande exposition sur le culte du travail et de la performance. Cette exposition traitera aussi de tout ce qui touche les monopoles, les grosses marques. Elle s'intitule d'ailleurs «À vos marques»». Un événement à surveiller, début octobre, dans Hochelaga-Maisonneuve.

patrice_mc_donald@hotmail.com 

suite de la page 22

Keny, 13 ans, rencontré aussi aux Habitations Jeanne-Mance.

- 1- «La mort... J'y pense souvent».
- 2- «La vie... Je tiens à m'amuser».
- 3- «Être millionnaire pour gaspiller tout mon argent. Je m'achèterais une maison juste pour moi».

Uauthau, 13 ans, rencontré sur Saint-Denis avec son ami Andy.

- 1- «J'ai peur de mourir».
- 2- «Je tiens d'abord à ma famille».
- 3- «Je veux avoir ma famille à moi, avec ma femme, mes enfants et tout».

Andy, 13 ans, le copain de l'autre.

- 1- «La mort».
- 2- «Mes petits frères... Je ne veux pas les perdre».
- 3- «Je ne veux pas perdre ma famille, mes frères, mon père, ma mère et mon chien Buddy, un berger allemand pure race».

Nicolas, 13 ans, rencontré avec sa gang rue Ontario près de Papineau.

- 1- «J'ai peur que l'Arctique fonde et que la terre soit totalement inondée».
- 2- «Tous les amis de mon quartier. On est environ une bonne trentaine».
- 3- «Je voudrais vivre au Brésil et aux États-Unis, ma famille est là. Mon père est brésilien, ma mère est américaine».

Ramon, 13 ans, rencontré au marché Amherst.

- 1- «J'ai peur du VIH».
- 2- «Ma famille, surtout ma mère».
- 3- «Avoir ma famille à moi».

Yannick, 10 ans, rencontré seul, angle Maisonneuve et Amherst.

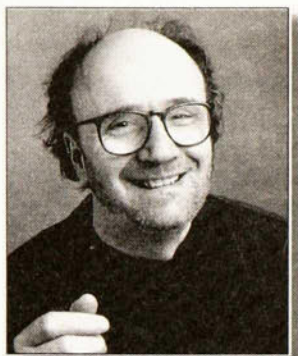
- 1- «Quand il y a des personnes, surtout des adultes qui me poursuivent le soir. J'aime pas ça. J'ai peur».
- 2- «Ma soeur, mon frère, ma mère, toute ma famille. Mais pas mon père».
- 3- «Je désire travailler. Je voudrais être pompier. J'aime les camions de pompiers. Ils sont rouges. C'est ma couleur de naissance, tu sais. Ton journal y sort quand? J'en voudrais une copie pour ma mère».

Michel, 8 ans, rencontré en patins à roulettes au Comité Social Centre-Sud.

- 1- «J'ai peur des serpents. Il n'y en a pas à Montréal, mais j'en ai peur quand même».
- 2- «Je voudrais pas qu'ils me volent ou qu'ils me prennent ma trottinette».
- 3- «Je voudrais devenir lutteur professionnel. Passer à la télévision».

CONTES ET COMPTES du prof LAUZON

TEXTE DE LÉO-PAUL LAUZON, PROFESSEUR AU DÉPARTEMENT
DES SCIENCES COMPTABLES ET TITULAIRE DE LA CHAIRE
D'ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'UQÀM



Je croyais être...

Moi qui croyais être le plus critique d'entre tous, je vous dirai que j'en ai pris pour ma pneumonie lorsqu'il m'a bien fallu admettre l'inadmissible. Me faire dépasser sur ma gauche par des communistes, des marxistes et même des socialistes, okay! Mais me faire dépasser par une revue américaine, et d'affaires par dessus le marché, ça m'a complètement scié les pattes. Quel ne fut pas mon désarroi de constater que la revue d'affaires la plus vendue aux States est très virulente à l'égard du néolibéralisme et de toutes ses composantes. Cette revue s'intitule *Business Week*, la bible des affaires aux USA.

Elle vient de bousiller complètement le peu de carrière qu'il me restait. Vous allez voir que mes critiques sont de la petite bière à côté de celles du *Business Week*. Chaque semaine, la revue y va d'une charge en règle contre les iniquités du système capitaliste. C'est pas demain la veille que les revues *Commerce*, *Affaires Plus*, *L'Actualité* et le *Journal Les Affaires* vont adopter le même comportement critique.

Des exemples? En voici quelques-uns. Dans le numéro spécial du *Business Week* du 11 septembre 2000 intitulé «Too much corporate power» (Le patronat a trop de pouvoir), suite à une enquête menée par les journalistes du magazine, il est dit que 72% des Américains croient que les compagnies ont trop de pouvoir sur la vie des individus et que 75% d'entre eux considèrent que les dirigeants d'entreprises sont trop payés. Puis, on peut y lire qu'une majorité d'Américains sont frustrés du prix élevé des médicaments, de l'essence, des soins de santé privés, etc. et se considèrent sous-payés. 74% des Américains disent aussi que les grandes entreprises ont trop d'influence sur les politiciens. Dans ce même numéro, on reprend un commentaire d'Alan Greenspan, le directeur de la toute puissante Réserve fédérale américaine, grand manitou de la politique monétaire aux States: «L'incapacité de l'économie capitaliste à mieux redistribuer la richesse peut provoquer une résurgence du protectionnisme, de la réglementation et de l'intervention de l'État». Et ces propos ne viennent pas de Fidel Castro!

Le 6 novembre 2000, dans un autre numéro spécial intitulé «Global Capitalism» (on dit bien ce que c'est, le capitalisme glo-

bal et non l'hypocrite nom de «mondialisation»), *Business Week* signale que de 1990 à 1996, seuls 33 pays ont connu une croissance annuelle de plus de 3% et 59 pays ont vu leur économie régresser. Dans 70 pays, le revenu par habitant est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était il y a vingt ans. En 1960, les 20 pays les plus riches de la terre avaient 30 fois plus de revenus que les 20% les plus pauvres. Aujourd'hui, l'écart de la richesse a augmenté 74 fois. Selon John G. Ruggie, professeur d'économie à Columbia et assistant-secrétaire général à l'ONU, les programmes d'austérité du FMI sont insoutenables. Puis, les journalistes de *Business Week* disent qu'il faut bien admettre que les multinationales ont contribué à un grand nombre d'abus auprès des employés, de l'environnement et des droits humains. Enfin, la *Banque Mondiale* mentionne que le nombre d'individus vivant avec 1\$ et moins par jour a augmenté à 1,3 milliard au cours des 10 dernières années. C'est drôle, je n'ai jamais vu Claude Picher et Alain Dubuc de *La Presse* tenir un tel discours!

Le 18 septembre 2000, *Business Week* a produit un excellent reportage qui démontre à qui profite vraiment les baisses d'impôts («How compassionate is Bush's tax plan?»). On relève dans cet article que 43% des baisses d'impôts sur le revenu promis par le nouveau président des États-Unis, George Bush Jr., seront accaparés par le 1% des plus riches et que même les principaux conseillers économiques de Bush ont reconnu qu'environ 50% des baisses d'impôts vont bénéficier aux familles gagnant 100 000\$ US (environ 150 000\$ canadiens) par an. Plusieurs économistes américains, dont Jonathan H. Gruber du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) et Emmanuel S. Saez de *Harvard University*, qui ont réalisé une étude sur le sujet, remettent fortement en question la validité de la théorie de l'offre, qui postule que les gens soient très sensibles aux taux d'impôts et que des taux élevés soient un désincitatif au travail. On dit aussi que la diminution du taux marginal d'impôts ne profitera aucunement aux personnes à faible revenu. Bien évidemment, le plan fiscal de Bush a reçu l'appui du patronat et des économistes conservateurs comme Milton Friedman, Robert Lucas et Garry Becker.


Dans des articles parus le 18 septembre et le 13 novembre

2000, on traite du financement des partis politiques lors de la dernière campagne électorale présidentielle 2000. Voici quelques chiffres intéressants présentés dans l'étude de *Business Week*: pour les 11 premiers mois de la campagne électorale seulement, les 1000 plus grandes compagnies américaines ont versé 187 millions US aux deux grands partis politiques, dont 124 millions aux républicains et 63 millions aux démocrates. On peut expliquer par là la nette préférence du patronat américain envers les républicains. Ces chiffres excluaient les contributions individuelles et les dons effectués lors de grands banquets de financement. Aux républicains, les laboratoires pharmaceutiques *Bristol-Myers Squibb* et *Pfizer* ont versé chacun 1,7 million, *AT&T* 2,2 millions, *Microsoft* 2,1 millions et *Philip Morris* 2,4 millions. Plusieurs ex-politiciens seraient embauchés par les compagnies à titre de lobbyistes. On comprend mieux maintenant à qui nos politiciens sont vraiment redevables. Malgré cela, les politiciens et le patronat disent que le beau pays de l'oncle Sam est un modèle de liberté et de démocratie.

Plusieurs articles ont paru en l'an 2000 sur le cartel de l'essence. Dans l'un de ces textes, il est dit qu'en 1999 les deux plus grandes pétrolières au monde, *Exxon Mobil* et *Royal Dutch, Shell*, ont diminué leur budget d'exploration de 30% afin de réduire artificiellement l'offre et ainsi doper les prix de l'essence. Ça n'a évidemment rien à voir avec les pays de l'OPEP qui, selon *Business Week*, ont augmenté, en 1999, trois fois leur production globale afin de stabiliser les prix pendant que les multinationales réduisaient considérablement la leur. Il y est écrit que le marché des capitaux et les actionnaires ont exercé de la pression sur les pétrolières pour qu'elles diminuent intentionnellement leur production afin de stimuler les profits et la valeur au marché des actions ordinaires. Voilà qui explique bien les hausses démentielles du prix de l'essence: le cartel mondial de l'essence impose sa dictature partout et à tous.

Puis, le 15 janvier—«California's utilities don't protest too much»—et le 12 février 2001—«Enron: Power broker»—on a jeté un regard très critique sur la déréglementation de l'électricité

en Californie en particulier, et aux États-Unis en général. On signale que *Pacific Gas & Electric* et *Edison International* contrôlent 85% de la distribution de l'électricité en Californie. Allô marché! Pour les neuf premiers mois de 2000, le profit net de *Pacific* fut de 753 millions US en hausse de 40% sur l'année précédente. En un an seulement, les prix de détail de l'électricité ont augmenté de 400% en Californie. *Pacific* et *Edison* ont réalisé des milliards de profits lors de la vente de centrales électriques à des compagnies affiliées. Les producteurs et les courtiers d'électricité font actuellement l'objet d'une enquête judiciaire pour avoir manipulé les prix et avoir réduit l'offre intentionnellement. La compagnie *Enron*, un courtier qui achète et revend de l'électricité, a augmenté son bénéfice d'exploitation de 300% en 1999. En 1997, le bénéfice net d'*Enron* était de 450 millions US. Il a été de 1,3 milliard US en l'an 2000. Kenneth Lay, président d'*Enron*, est un proche conseiller du président Bush. *Enron* mousse également auprès de Bush la privatisation de l'eau. Dire qu'il y a des porte-queue au Québec qui préconisent la privatisation d'*Hydro-Québec*, l'un de nos plus grands succès collectifs. Tout de même bizarre qu'*Hydro-Québec*, une société d'État pourtant, nous procure ici de l'électricité aux plus bas prix au monde. Et dire que le gouvernement péquiste actuel est en train de déréglementer et de privatiser *Hydro-Québec* à petites doses, avec des petits barrages privés donnés par exemple aux frères Lemaire de *Cascades* pour que cela se transforme en poule aux gros oeufs d'or. Bernard Landry trouve que nous ne payons pas assez cher notre électricité. Connaissant son grand sens de l'équité, va-t-il nous ramener tranquillement aux prix californiens?

Plusieurs articles parus au cours de la dernière année dans *Business Week* n'auraient pas été publiés ici dans plusieurs de nos quotidiens et de nos revues, sous prétexte qu'il s'agirait de pure propagande gauchiste. Vous le voyez bien, on a tort de me crier des noms pas trop jolis. Mais je terminerai en citant Sacha Guitry: «Si tous ceux qui disent du mal de moi savaient exactement ce que je pense d'eux, ils en diraient davantage». 

Tu veux travailler ? Le GIT peut t'aider !

G·I·T·>

Pour t'inscrire :
(514) 526-1651

Services gratuits

- > Ateliers de groupe
- > Stages en entreprise
- > Suivis individualisés
- > Activités post-formation
- > Support dans la recherche d'emploi

Tu es

- > Agé(e) de 16 ans et plus
- > Motivé(e) à intégrer ou réintégrer le marché du travail
- > Démuni(e) face à l'emploi

Les services du GIT sont offerts grâce à la contribution financière d'Emploi-Québec

Québec
Emploi-Québec

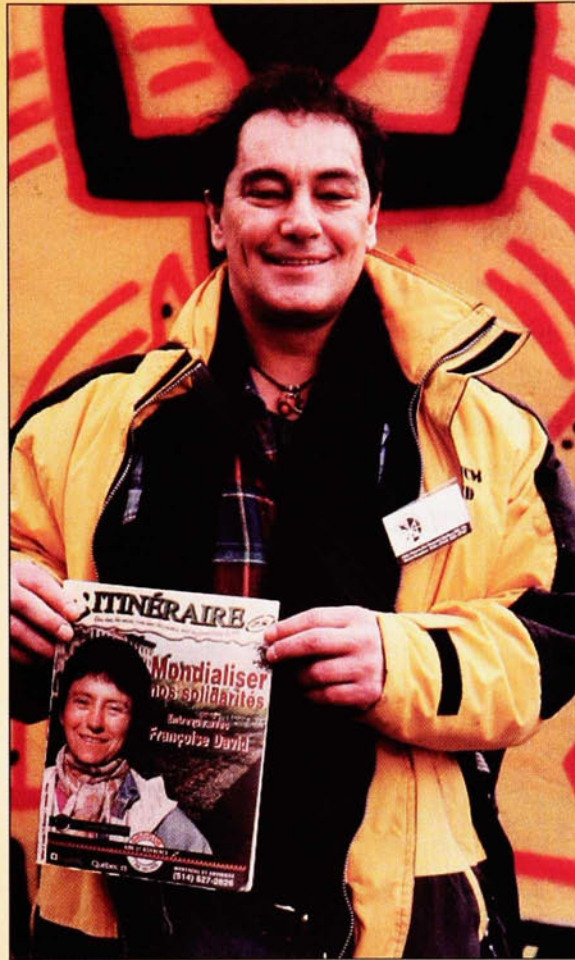
Groupe Information Travail > 2260, av. Papineau > Montréal (Québec) H2K 4J6 > git@videotron.net

Adieu Marcel

Le samedi 14 juillet s'éteignait Marcel Jutras Jr. Ses lecteurs le connaissaient sous le nom de Marcel Junior. Comme camelot, c'était un homme toujours souriant, aimé de tous. Ses clients le rencontraient, avenue Mont-Royal près de la rue Papineau, assis sur sa chaise; il les accueillait à bras ouverts.

Malgré sa grave maladie, nous, à *L'itinéraire*, n'avions jamais entendu Marcel se plaindre ou se comporter en victime. Il venait chercher ses journaux et se rendait à son point de vente de façon régulière. «C'était un gars de la gang, un des nôtres» disent les camelots.

Sa disparition a créé un grand vide à *L'itinéraire*. Malgré notre peine, nous ne pouvons nous empêcher de compatir aux souffrances que Marcel



Marcel Jutras Jr.
1952 - 2001

endurait jour après jour. C'est sa spiritualité qui le faisait avancer, qui lui donnait le courage de continuer malgré sa santé hypothéquée.

L'amour qu'il portait à ses enfants a touché plus d'un lecteur, et l'espoir qu'il entretenait de renouer une relation avec eux, lui apportait la motivation de continuer son combat et d'essayer encore à s'en sortir.

Oui, Marcel s'en sortait; sa route a été difficile, mais il n'a jamais ménagé ses efforts; sa persévérance et son assiduité dans son engagement auprès de *L'itinéraire* en font foi.

L'itinéraire offre ses plus sincères condoléances à sa famille: entre autres à ses enfants Pierre et Robert, à sa sœur Diane, à ses frères Daniel, Jean-Marc, Martin, Sylvain, Yvan et à Lise son amie de longue date.

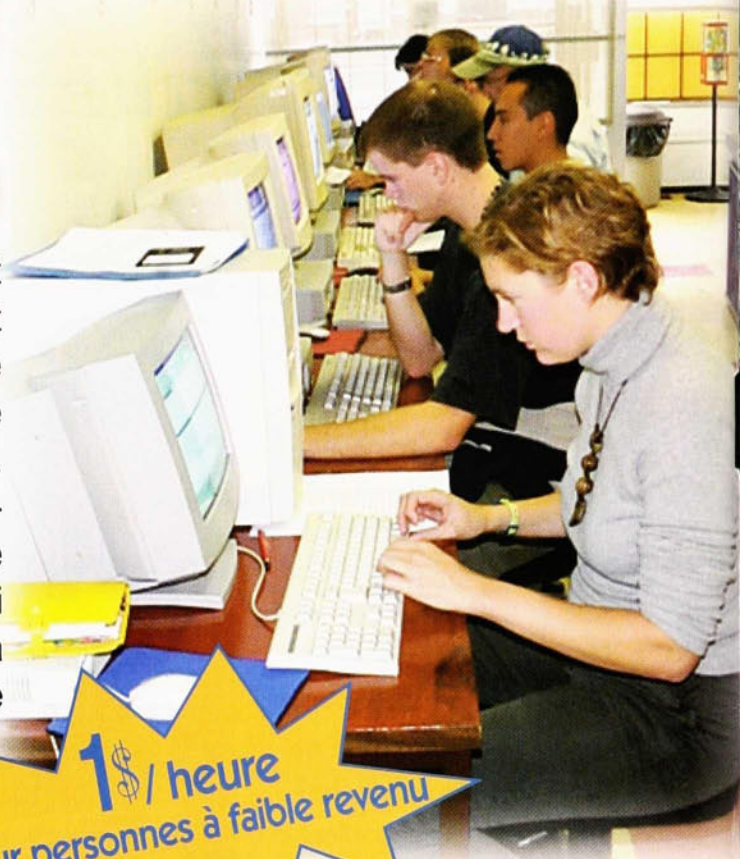
«Salut Marcel, nous te souhaitons de trouver enfin la Paix.»

L'Espace Internet

Le monde
au bout
de vos doigts!

Le Café électronique pour personnes démunies est unique en son genre à Montréal. Il offre à tous et toutes la possibilité d'utiliser un ordinateur à peu de frais. En effet, il n'en coûte que 1\$ l'heure pour faire du traitement de texte ou naviguer dans Internet. (Contribution volontaire 3\$ pour ceux qui le peuvent). Le personnel sur place se fera un plaisir de vous aider. Si vous le désirez, vous pourrez aussi vous inscrire à une séance de formation. Ce projet a été réalisé grâce, entre autres, à la participation de Vidéotron et du Gouvernement du Québec.

1907, rue Amherst (angle Ontario est)
Tél.: (514) 597-0238, poste 31



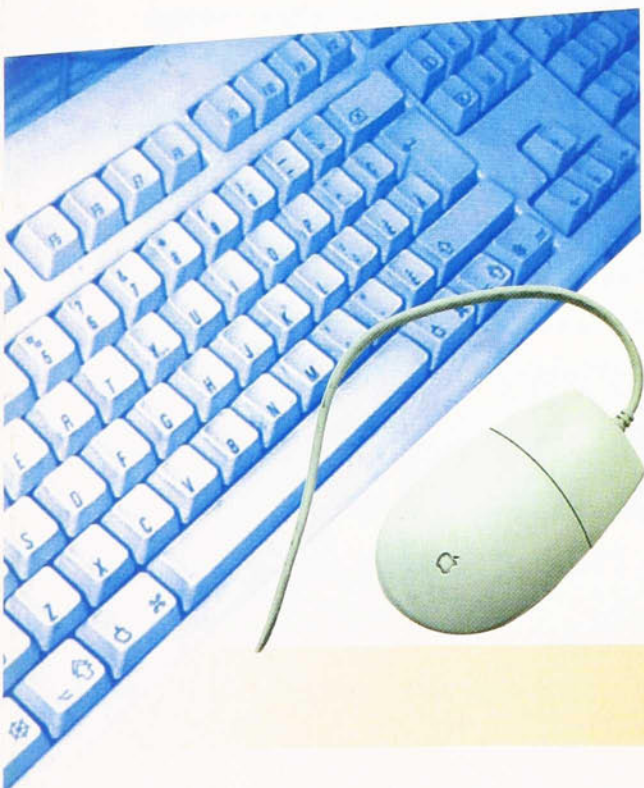
Atelier de formation

- Navigation sur Internet
- Recherche
- Traitement de texte
- Courriel

Inscriptions: à l'Espace Internet,
1907, rue Amherst (angle Ontario est)

10\$/2 heures

(Formations de groupe aussi disponibles)



Pour toute information: (514) 597-0238, poste 22
format2000@hotmail.com